



HAL
open science

Inégalités et enseignement supérieur : entre politiques publiques et développement du secteur privé en Argentine

Jaime Aragón Falomir, Santiago Andrés Rodriguez

► To cite this version:

Jaime Aragón Falomir, Santiago Andrés Rodriguez. Inégalités et enseignement supérieur : entre politiques publiques et développement du secteur privé en Argentine. 2020. hal-02949630

HAL Id: hal-02949630

<https://hal.univ-antilles.fr/hal-02949630>

Submitted on 25 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Papiers de recherche

Auteurs

Jaime Aragón Falomir
et Santiago Andrés

Rodriguez

Coordination

Linda Zanfini

Inégalités et
enseignement
supérieur :
entre politiques
publiques et
développement
du secteur privé
en Argentine



SEPTEMBRE 2020
N° 150

Agence française de développement

Papiers de recherche

Les *Papiers de Recherche de l'AFD* ont pour but de diffuser rapidement les résultats de travaux en cours. Ils s'adressent principalement aux chercheurs, aux étudiants et au monde académique. Ils couvrent l'ensemble des sujets de travail de l'AFD : analyse économique, théorie économique, analyse des politiques publiques, sciences de l'ingénieur, sociologie, géographie et anthropologie. Une publication dans les Papiers de Recherche de l'AFD n'en exclut aucune autre.

Les opinions exprimées dans ce papier sont celles de son (ses) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'AFD. Ce document est publié sous l'entière responsabilité de son (ses) auteur(s).

AFD Research Papers

AFD Research Papers are intended to rapidly disseminate findings of ongoing work and mainly target researchers, students and the wider academic community. They cover the full range of AFD work, including: economic analysis, economic theory, policy analysis, engineering sciences, sociology, geography and anthropology. AFD Research Papers and other publications are not mutually exclusive.

The opinions expressed in this paper are those of the author(s) and do not necessarily reflect the position of AFD. It is therefore published under the sole responsibility of its author(s).

Inégalités et enseignement supérieur : entre politiques publiques et développement du secteur privé en Argentine

Jaime Aragón Falomir

Universidad Nacional de Rosario et Université des Antilles, Martinique

Santiago Andrés Rodríguez

Instituto de Investigaciones sobre la Universidad y la Educación (IISUE), Universidad Autónoma de México (UNAM).

le XXe siècle (lois, réformes, mouvements politiques comme les dictatures). Dans la perspective de mettre au jour les orientations, le fonctionnement et l'organisation du secteur privé d'enseignement supérieur, la construction d'un échantillon représentatif d'Institutions d'enseignement supérieur privé nous conduit à définir une typologie (cluster) de trois groupes d'institutions avec des caractéristiques homogènes à l'intérieur de chacun des groupes et des caractéristiques hétérogènes entre les groupes (niveaux de formation, disciplines, reconnaissance officielle, taille, etc.).

En parallèle, cette contribution cherche à déterminer le poids d'une variable déterminante : les inégalités, à travers des analyses quantitatives des profils des catégories socio-professionnelles des parents, de la distribution spatiale des IESP dans la capitale Buenos Aires, de l'analyse de genre et des niveaux éducatifs des parents des étudiants inscrits dans le privé. Les monographies réalisées dans six IESP grâce à des entretiens semi-directifs avec des étudiants, des directeurs et des enseignants des institutions privées, apportent des éléments complémentaires aux résultats tirés de l'analyse quantitative. Combinés, les deux ensembles d'éléments font ressortir l'attraction accrue du secteur privé d'enseignement supérieur (non lucratif et reconnu pour sa qualité), mais aussi son impact dans l'accroissement des inégalités ; ses institutions, en effet, dont l'accès est privilégié pour les classes supérieures et moyennes, surdéterminent pour ainsi dire les variables discriminantes entre classes sociales (éducation et niveau socio-économique des parents d'étudiants avant tout).

Mots-clés

Argentine, enseignement supérieur privé, politiques d'enseignement supérieur, inégalités territoriales, inégalités sociales, mobilité sociale.

Classification JEL

I 23, I 24, I 28, I 30, D 63, H52.

Remerciements

Nous aimerions remercier à toutes et à tous les collègues du projet ESPI, en premier lieu notre coordinateur et traducteur Etienne Gérard pour avoir permis à cette recherche de voir le jour, à l'enquêtrice et doctorante Inés Ichaso, à tous les membres des Institutions d'Enseignement Supérieur Privé qui ont généreusement accepté de répondre à nos enquêtes et au CONICET Argentin pour avoir permis à Jaime Aragón Falomir de jouir d'une bourse postdoctorale en Argentine ; sans oublier nos remerciements à l'Agence Française du Développement sans laquelle ce projet n'aurait pas pu aboutir. Le projet ESPI (Enseignement supérieur privé et inégalités) a été réalisé, sur financement UE/AFD, de 2018 à 2020. Dirigé par Etienne Gérard (IRD, Ceped), il a impliqué sept équipes dans sept pays : l'Argentine, l'Inde, le Mexique, le Pérou, la République démocratique du Congo et le Sénégal. Ce papier de recherches est issu des recherches réalisées en Argentine, selon une méthodologie commune à tous les pays de l'étude (en particulier des monographies d'institutions d'Enseignement supérieur privées).

Version originale

Espagnol

Acceptée

Août 2020

Résumé

En Argentine depuis la fin des années 80, le nombre d'institutions d'enseignement supérieur privées (IESP) n'a cessé d'augmenter. Une concurrence importante pour attirer les étudiants s'est mise en place entre les institutions de gestion publique et privée. Le présent papier de recherche ESPI-Argentine fait l'état de la consolidation du secteur privé dans le secteur éducatif, à travers l'analyse des différents éléments formels de la construction socio-historique du secteur pendant

Abstract

In Argentina since the late 1980s, the number of private higher education institutions (PHEIs) has steadily increased. Significant competition for students has developed between public and private institutions. This ESPI- Argentina research paper reports on the state of consolidation of the private sector in the education sector, through the analysis of the different formal elements of the socio-historical construction of the sector during the 20th century (laws, reforms, political movements such as dictatorships). With a view to uncovering the orientations, functioning and organization of the private higher education sector, the construction of a representative sample of Private Higher Education Institutions leads us to define a typology (cluster) of three groups of institutions with homogeneous characteristics within each group and heterogeneous characteristics between groups (levels of training, disciplines, official recognition, size, etc.). At the same time, this contribution seeks to determine the weight of a determining variable: inequalities, through quantitative analyses of the profiles of the socio-professional categories of parents, the spatial distribution of the UIS in the capital Buenos Aires, gender analysis and the educational levels of the parents of students enrolled in the private sector.

The monographs carried out in six UIS through semi-directive interviews with students, principals and teachers of private institutions provide complementary elements to the results of the quantitative analysis. Combined, these two sets of elements highlight the increased attraction of the private higher education sector (non-profit and recognized for its quality), but also its impact in accentuating inequalities; its institutions, in fact, whose access is privileged for the upper and middle classes, almost overdetermine the discriminating variables between social classes (education and socio-economic level of the parents of students above all).

Keywords

Argentina, private higher education, higher education policies, territorial inequalities, social inequalities, social mobility.

Introduction ¹

Pour aborder les principaux aspects du projet ESPI (Enseignement Supérieur Privé et Inégalités) en Argentine, nous nous intéresserons d'abord à la littérature contemporaine sur les inégalités et l'éducation à partir d'une approche sociologique. Ensuite, nous nous appuyerons sur les recherches sur l'éducation pour mettre en évidence les particularités du système éducatif argentin. Cette introduction a une perspective principalement sociologique, afin de comprendre la situation argentine en termes d'inégalités.

L'enseignement supérieur en Argentine

En raison de l'organisation politique fédérale du pays, le domaine de l'éducation est pris en charge par différentes juridictions. Le gouvernement national est responsable, d'une part, du financement, de la supervision et du contrôle des universités nationales, et d'autre part, de la supervision et du contrôle des universités privées. Mais celles-ci dépendent directement des frais de scolarité des étudiants et de l'obtention de dons et autres soutiens. Pour cette raison, certaines provinces ne comptent aucune institution privée d'enseignement supérieur (principalement dans le sud du pays), tandis que la capitale a un poids écrasant dans le secteur ; la plupart de ces Institutions d'Enseignement Supérieur Privées (IESP²), en effet, sont situées dans la ville de Buenos Aires (plus de 50 %).

Le système d'enseignement supérieur est par conséquent très éclectique, avec une gestion, une qualité et des implantations géographiques très disparates.

Les ouvrages classiques de Gino Germani (1963) ont révélé une remarquable expansion des classes moyennes en Argentine et la formation d'une classe ouvrière urbaine entre 1870 et 1930, sous l'impulsion d'une forte croissance économique, de la modernisation de la production agricole et du développement industriel. L'immigration européenne a été le moteur et la conséquence de la croissance démographique, de l'urbanisation autour de la ville de Buenos Aires et de l'expansion de l'État de droit. Germani souligne que l'Argentine est une société de grandes classes moyennes, générées par l'éducation, illustratives du processus de mobilité intra et intergénérationnelle ascendante.

Un certain nombre d'articles ont souligné que les étudiants issus de milieux socio-économiques défavorisés ont tendance à fréquenter des écoles de moindre qualité. Cela implique une faible sociabilité entre les différentes strates et une séparation forte entre elles. Cet écart commence à l'école primaire (Dussel, 2004 ; Tuñón et Halperin, 2010, entre autres) et se creuse au niveau universitaire, comme nous allons le voir. Le responsable d'une institution privée nous a ainsi déclaré lors d'un entretien : « *le grand problème en Argentine est le collège, qui est un problème phénoménal, il ne garantit pas toujours une bonne qualité d'enseignement.* »

¹ Texte original « *Desigualdades y educación superior: entre políticas públicas y desarrollo del sector privado en la Argentina* ». Traduit par Etienne Gérard et revu par les auteurs.

² Un glossaire des sigles et acronymes figure en fin de texte.

Les enfants n'ont pas l'habitude d'étudier et ils transfèrent le problème à l'université, qui ne s'en occupe pas » (OB)³. Le passage à l'université est d'autant plus sélectif et inégalitaire que le niveau académique de l'enseignement secondaire est faible.

Pour Torrado (1992), les secteurs marginaux ont commencé à se développer à partir des années 1970, et sont sujets à une croissance constante de 1976 à 2001 (Torrado, 2010). Dans ces années-là s'observe une augmentation des inégalités, de la pauvreté et du chômage qui sont un problème structurel lié à la croissance de la population marginalisée (chômeurs et travailleurs sous-employés). D'autres avis considèrent que l'équilibre s'est inversé pendant les 12 années suivantes, de 2003 à 2015, avec des tendances différentes, en l'occurrence : une croissance économique, des exportations de matières premières et des politiques orientées vers l'expansion du marché intérieur et du marché régional, ce qui s'est accompagné de l'augmentation de la classe ouvrière qualifiée et des classes moyennes salariées (Dalle, 2012).

Bien qu'à partir des années 1960, la scolarisation dans les écoles primaires publiques des enfants de secteurs défavorisés se soit développée, ce phénomène va de pair, selon Tiramonti (2005), avec l'abandon du secteur public d'éducation par les couches moyennes et supérieures – phénomène qui est lié à une croissance de l'offre privée, sans aucun doute. En fait, le fossé se creuse au fur et à mesure que la scolarité progresse, fondant ce qui a été dénommé « l'éducation des élites » (Tiramonti, 2008) et

que certains auteurs ont parfaitement caractérisée (Gessaghi, 2016). Ce phénomène de glissement des ménages disposant de ressources vers de « meilleures » écoles, presque toujours privées et payantes, a été désigné comme un « cercle de contournement » (pour éviter l'enseignement public). Par exemple, parmi les éléments de différenciation entre les deux secteurs, Tuñón et Halperin (2010) soulignent que l'enseignement en informatique, langues, arts, et des journées entières de travail font quasiment partie des règles dans le secteur privé d'enseignement, alors que, dans le secteur public, cela reste une exception.

Nous verrons que le secteur d'enseignement privé a peu à peu pris de l'importance, à partir des années 1990 notamment ; dès la fin du 20^e siècle, la création d'établissements privés augmente de plus en plus, contrairement au secteur public. Nous verrons aussi plus loin (Tableau 11), que la croissance des effectifs du secteur privé a été cinq fois plus importante, entre 2003 et 2013, que celle des effectifs des institutions publiques d'enseignement supérieur.

Parallèlement, dès les années 1990, les inégalités sociales étaient à la hausse : certaines classes moyennes basses dont Germani parlait constituaient alors des secteurs marginaux. Ce processus d'inégalités est placé aussi sous le signe du secteur éducatif : les classes sociales moyennes et supérieures commencent en effet à demander un enseignement privé, au détriment du public.

³ Lorsque deux majuscules sont entre parenthèses, cela signifie qu'il s'agit d'un entretien anonyme mené en juillet ou août 2019. Voir les annexes.

Ce bref regard sur des données tirées de travaux de sciences sociales sur l'éducation et la société argentine sera complété par l'examen des différents indicateurs d'inégalités et des données que nous avons collectées sur le terrain. Ces éléments nous permettront de démontrer que certaines inégalités ont augmenté, malgré l'accès élargi à l'enseignement supérieur en général. Pour Therborn (2015), il faut différencier trois types d'inégalités : celles qui sont d'ordre vital (espérance de vie, santé et espaces de vie), celles qui sont d'ordre existentiel (attributs sur la personne, la race, le sexe, la classe sociale) et celles qui sont de l'ordre des ressources (terre, argent, pouvoir, etc.), l'éducation s'inscrivant dans cette dernière catégorie, définie comme celle de « la production et la reproduction de ressources matérielles et symboliques conçues comme précieuses pour la vie sociale » (Keplan et Piovani, 2018 : 223). Il est évident que les strates supérieures ont des capitaux culturels importants, et qu'ils bénéficient de la répartition des ressources. Nous verrons comment cela se traduit à travers des inégalités spatiales, c'est-à-dire le lieu de résidence, une variable explicitement liée aux ressources économiques ; nous observerons aussi comment la possession des ressources se combine avec une structure des opportunités qui offre une meilleure insertion professionnelle aux strates supérieures.

La problématique de l'enseignement supérieur privé

Ce papier de recherche se propose de présenter les résultats de la recherche bibliographique, du travail de terrain et des enquêtes effectués en Argentine en 2019, en

lien avec la question centrale du projet ESPI : « *Dans quelle mesure le secteur privé de l'enseignement supérieur contribue-t-il à la (re)production ou la réduction des inégalités ?* » Celles-ci sont entendues dans une acception large : il s'agit d'aborder la question des inégalités économiques, territoriales, sociales, culturelles, d'accès à l'enseignement supérieur, notamment privé. « *Quelles peuvent être – s'il en est – les politiques publiques favorables à l'égalité ?* » Cela pose une question sous-jacente, à savoir : dans quelle mesure et comment peut-on démontrer, à travers des données empiriques, que le secteur privé contribue à la réduction ou au contraire à la reproduction des inégalités, voire qu'il participe à la production de nouvelles inégalités ?

Démontrer qu'une politique réduit les inégalités est particulièrement complexe, puisque cela suppose de discerner dans quelle mesure elle permet de modifier le profil éducatif d'une population, et comment les améliorations de l'éducation peuvent, notamment, affecter la distribution des revenus. Or les politiques éducatives ne se traduisent pas automatiquement par des résultats scolaires au niveau individuel ; l'éducation est par ailleurs fortement influencée par des facteurs démographiques et économiques, ou encore par des facteurs sociaux. De même, nous savons qu'une meilleure éducation peut se traduire potentiellement par une mobilité sociale, mais cela n'est qu'un axiome. Troisièmement, certains facteurs non mesurables, et difficilement observables en dehors des enquêtes, peuvent avoir un impact sur l'éducation et ses résultats. D'une part, on sait que le capital culturel est un élément conditionnant très fortement la trajectoire scolaire. D'autre part, un étudiant diplômé d'une institution qui offre un niveau moyen de formation peut disposer d'un très bon réseau

social de connaissances qui pourra « compenser » ce niveau de formation et lui permettre d'obtenir des revenus bien plus élevés qu'un autre individu ayant le même diplôme (voire meilleur), mais qui n'est pas doté du même capital social.

La difficulté à saisir l'impact de tels facteurs peut constituer une des limites de notre étude sur l'Argentine. Nous tenterons quoi qu'il en soit de dégager des conclusions permettant d'enrichir les interrogations centrales du projet ESPI sur l'enseignement supérieur privé et les inégalités. Pour cela, nous aborderons la structuration du champ des institutions d'enseignement privé, puis nous nous consacrerons à l'examen des politiques de l'enseignement supérieur privé. Cela nous mènera, dans un troisième temps, à aborder la problématique de l'inégalité ; enfin, nous analyserons dans un quatrième temps le processus de (re)production ou réduction des inégalités par le secteur privé d'enseignement supérieur. Avant cela, il convient de présenter brièvement l'étude que nous avons réalisée sur le terrain argentin.

Organisation et développement de la recherche

Le travail de terrain a eu lieu au cours des mois de juillet et août 2019, après un premier travail de caractérisation des IESP en Argentine, et l'élaboration d'un échantillon statistique d'universités pour la réalisation de leurs monographies⁴. Un travail de documentation sur les IESP sélectionnées avait également été réalisé, avant la conduite des entretiens semi-directifs nécessaires

aux monographies. Des entretiens semi-directifs ont été menés auprès de responsables des Universités privées, d'enseignants et d'étudiants⁵. Nous ne revenons pas ici sur les difficultés rencontrées (notamment les refus exprimés par certaines universités de participer à l'enquête), car le rapport d'exécution de ce Rapport final ESPI en a fait état.

Notons ici que l'échantillon finalement retenu d'IESP pour les monographies, divisé en trois groupes selon une procédure méthodologique que nous détaillerons par la suite, a été le suivant : l'*Universidad Torcuato di Tella* (UTDT) et l'*Instituto Tecnológico de Buenos Aires* (ITBA) pour le premier groupe représentatif ; l'*Universidad Abierta Interamericana* (UAI) et l'*Universidad del Salvador* (USAL), pour le groupe 2 ; enfin, le groupe 3 comprend l'*Instituto Universitario Escuela Superior de Economía y Administración de Empresas* (ESEADE) et l'*Universidad del Cine* (FUC).

Selon les données du Département de l'information universitaire (Secrétariat des politiques universitaires, SPU), pour la période 2017-2018, l'Argentine compte 131 institutions d'enseignement supérieur (IES) de gestion publique et privée (111 universités et 20 instituts). On distingue notamment : i) 61 universités et 5 instituts de gestion publique, ii) 49 universités et 14 instituts de gestion privée et iii) 2 institutions d'origine étrangère/internationale. La répartition territoriale de l'offre d'enseignement supérieur présente des différences significatives selon le secteur de gestion. Actuellement, il existe des sièges publics d'enseignement

⁴ Concernant la méthodologie de l'étude, voir le « Rapport d'exécution » du projet ESPI (29/02/2020).

⁵ La doctorante Inés Ichaso (Université de Buenos Aires) a ainsi été associée au Project ESPI-Argentine. Son rôle pendant les mois de juillet et août 2019 a été d'établir le premier contact avec les IES privées, et de commencer des entretiens semi-directifs.

supérieur dans toutes les juridictions (23 provinces et la ville autonome de Buenos Aires). D'autre part, « la plupart des universités et instituts universitaires privés du pays sont concentrés dans la ville autonome de Buenos Aires et dans les quartiers du Grand Buenos Aires » (Fernández Lamarra, 2018 : 146). Sur la période 2017-2018, un peu plus de 50 % des IES privées sont situées dans la Région Métropolitaine-Ville Autonome de Buenos Aires (CABA) et dans 40 districts de la Province de Buenos Aires selon la classification correspondant aux Conseils Régionaux de Planification de l'Enseignement Supérieur (CPRES). Bien que le secteur privé soit fortement présent dans cette région, 76,7 % des étudiants étudient dans des établissements publics et seulement 23,3 % dans des établissements privés – au niveau national, la répartition représente 79 % dans le secteur public contre 21 % dans le secteur privé.

Toutefois, l'échantillon analytique a été constitué à partir de l'ensemble des IES privées. L'analyse par grappes a permis d'identifier 3 groupes sur la base du test statistique Calinski/Harabasz. La sélection des établissements pour enquêtes n'est donc pas arbitraire mais statistiquement raisonnée. En outre, la sélection des IES privées au sein de chaque groupe s'est faite selon une procédure aléatoire avec reconstitution des effectifs : « la sélection aléatoire des observations élimine automatiquement le biais de sélection dans ce type d'étude » (King, Keohane et Verba, 2012 : 134). L'échantillon considéré se limite donc à la zone métropolitaine de la ville de Buenos Aires, qui concerne en près de 40 % de la population totale. Il est possible de trouver des divergences importantes avec les zones rurales. Mais il n'était cependant pas possible de prendre en compte l'ensemble des provinces du pays, en raison de sa taille, mais également du temps de travail réduit sur le terrain.

1. Constitution de l'échantillon d'Institutions d'Enseignement Supérieures Privées (IESP) pour les monographies

Ce chapitre vise à caractériser les Institutions d'enseignement supérieur privées en Argentine, sur la base de l'échantillon représentatif que nous avons élaboré et grâce auquel nous avons procédé aux monographies. Le premier point présente la construction d'une typologie d'institutions d'enseignement supérieur privées (IESP). Ensuite, nous présenterons une caractérisation synthétique de chaque IESP faisant partie de notre échantillon, en prenant en compte certains éléments clés de sa création et de son histoire. Nous analyserons les différents niveaux de réglementation, les stratégies pour attirer les étudiants, la porosité du secteur public et privé et l'importance du secteur productif ou commercial pour chacune des IESP de notre étude.

1.1. Construction d'une typologie théorico-empirique

Dans le cadre du projet ESPI, une typologie théorico-empirique des IESP a été réalisée sur la base d'une analyse par grappes (clusters). L'un des principaux objectifs de cette analyse a été de développer des typologies d'Institutions d'enseignement supérieur privées représentatives pour l'Argentine. Hair, Anderson, Tatham et Black (1999) signalent que la sélection des variables à inclure dans l'analyse par grappes doit être effectuée en fonction de considérations théoriques, conceptuelles et pratiques. L'inclusion de certaines variables non pertinentes – non conformes à la théorie et aux objectifs de recherche – augmente la possibilité de créer des valeurs aberrantes sur ces variables, ce qui peut avoir un effet significatif sur les résultats. Par conséquent, il ne faut jamais inclure des variables sans discernement, mais plutôt les choisir en utilisant les objectifs de la recherche comme critère de sélection (Hair, Anderson, Tatham et Black, 1999 : 500).

Les paragraphes suivants décrivent brièvement les procédures méthodologiques, les variables et les profils de groupes d'IESP retenus.

Procédures au niveau méthodologique⁶ :

- Une base de données des IESP a été créée à partir d'informations provenant du Secrétariat des politiques universitaires (SPU), de la Commission nationale d'évaluation et d'accréditation des universités (CONEAU), du Conseil national de la recherche scientifique et technique (CONICET) et des coûts au niveau du premier cycle universitaire (Doberti et Gabay, 2016) ;
- Cette base a permis de considérer l'ensemble des IESP argentines (61, incluant les instituts et les universités) pour la réalisation d'une analyse statistique conduisant à la construction de grappes (clusters) caractéristiques des IESP distinguées selon un ensemble de variables ;

⁶ Sur les orientations et choix méthodologiques du Projet ESPI, voir le « Rapport final d'exécution du projet ESPI », 29/02/2020.

- Une analyse par grappes a ainsi été effectuée grâce à une méthode non hiérarchique (moyennes de la version K) pour regrouper les cas (IESP) en groupes homogènes en leur sein et hétérogènes entre eux en fonction des variables suivantes : Taux d'intégration de l'enseignement et de la recherche (STD⁷), taux d'accréditation des établissements (STD), type de financement (STD), combinaison des domaines de connaissance (STD), niveau d'enseignement offert (STD), nombre de sites d'établissements d'enseignement supérieur unicampus (STD), nombre de sites ou de campus d'établissements d'enseignement supérieur multicampus (STD), nombre total d'étudiants (inscriptions) (STD) et coût annuel moyen au niveau du premier cycle (STD) – soit 9 variables normalisées.
- Le test de Calinski/Harabasz⁸ a été utilisé pour procéder à la sélection du nombre de grappes : les valeurs les plus élevées du test indiquent une sélection appropriée des grappes (Tableau 4).
- Les valeurs supposées par le test de Calinski/Harabasz sont similaires pour l'option 3 grappes et 4 grappes (3 grappes = 11,23 et 4 grappes = 11,42). Il a été décidé de choisir l'option des 3 groupes car la répartition des cas au sein de chacun est privilégiée (Tableau 1).

Tableau 1: Test de Calinski/Harabasz et répartition en grappes (3 et 4)

Source : Élaboration personnelle. Le logiciel statistique STATA a attribué le nom de « Kmlnh » aux grappes construites. Le « Kmlnh3 » représente 3 groupes et le « Kmlnh4 » 4 groupes.

NUMÉRO DE CLUSTERS	CALINSKI/HARABASZ	KMLNH3	FRÉQUENCE*	%**	CUMUL
3	11,23	1	10	17,54	17,54
		2	24	42,11	59,65
		3	23	40,35	100
		Total	57	100	
NUMERO DE CLUSTERS	Calinski / Harabasz	KMLNH4	Fréquence	%	Cumul
4	11,42	1	14	24,56	24,56
		2	19	33,33	57,89
		3	5	8,77	66,67
		4	19	33,33	100
		Total	57	100	

* Nombre d'IESP dans chaque cluster.

**Pourcentage que la fréquence représente par rapport au nombre total d'IESP.

⁷ L'écart-type (*standard deviation* en anglais) mesure la dispersion d'un ensemble de données par rapport à sa moyenne et est calculé comme la racine carrée de la variance.

⁸ Une façon d'explorer le nombre optimal de clusters ou grappes est basée sur les procédures de test Calinski/Harabasz (valeur d'indice). Une règle est souvent utilisée lorsque des valeurs d'indice plus élevées indiquent une plus grande distinction entre les groupes déclarés.

En fonction des clusters représentatifs constitués, 3 groupes se détachent. Au titre des variables caractéristiques des institutions, se dégagent des particularités selon les domaines disciplinaires d'étude, le personnel enseignant, le système de bourses, le financement et les frais d'étude, l'organisation des IESP, leur accréditation (Tableau 2), ou encore les catégories sociales d'étudiants formés.

Au titre des financements, selon la loi LES (voir glossaire), les institutions universitaires privées ne peuvent pas avoir de but lucratif ; elles doivent avoir un statut juridique d'association civile ou de fondation. Dans le cas des universités/instituts privés, Barsky et Corengia (2017 : 39) soulignent que, depuis leur création, les universités privées sont essentiellement financées par les frais de scolarité de leurs étudiants.

Tableau 2 : Caractéristiques des 3 groupes d'IESP distinguées par la méthode des clusters

Source : Élaboration propre avec les informations du projet ESPI-Argentine et les monographies des annexes.

	GROUPE 1	GROUPE 2	GROUPE 3
NIVEAUX PROPOSES	L – M – D	L – M – D	L – M
FILIÈRES ET DISCIPLINES	3 (SH, SS, SA)	5 (SH, SS, SA, SB, SdS)	2 (SH et SS)
CAMPUS	Unicampus	Uni et multicampus	Unicampus
RECONNAISSANCE CONEAU	RD	RD	RD et AP
CHERCHEURS CONICET	16	3	0
FINANCEMENT	Frais de scolarité	Frais de scolarité	Frais de scolarité
MOYENNE D'ENSEIGNANTS	550	3500	16
MOYENNES D'ÉTUDIANTS	2 700	18 000	800

Sigles : RD : Reconnaissance définitive ; AP : Autorisation provisoire ; L : Licence ; M : Master ; D : Doctorat ; SH : Sciences Humaines ; SS : Sciences Sociales ; SA : Sciences appliquées ; SB Sciences Exactes ; SdS : Sciences de la santé.

Premier profil (cluster/groupe 1) : « IESP consolidées/d'élite pour les classes moyennes-supérieures et supérieures », principalement religieuses (quelques-unes laïques).

Ces institutions sont principalement apparues au début des années 1960 et ont crû jusqu'au milieu des années 1990 (prédominance des institutions laïques) grâce à la loi qui autorisait de délivrer des diplômes reconnus par l'État. Elles proposent des diplômes de premiers et deuxièmes cycles dans quatre domaines d'études : sciences appliquées, sciences de la santé, sciences humaines et sciences sociales.

Ces institutions du groupe 1 disposent de plusieurs sources de financement : (i) les frais de scolarité, (ii) les accords, dons, subventions et bienfaiteurs, (iii) les ressources financières – intérêts, fiducies, investissements et prêts – et (iv) les revenus tirés de la commercialisation des activités. Le coût annuel moyen au niveau du premier cycle universitaire du profil 1 est de 205 989 \$⁹. Dans ce groupe d'IES, le coût annuel moyen minimum est de 74 689 \$ et le coût maximum de 338 697 \$. En d'autres termes, les IESP de ce groupe ont le coût annuel moyen le plus élevé.

Elles sont unicampus (elles ne sont présentes que dans un seul État), mais elles possèdent plusieurs sites dans les provinces/États où elles sont situées (nombre moyen de sites : 4,6). Elles possèdent par ailleurs un fort degré d'intégration universitaire – une infrastructure de qualité, des professeurs et chercheurs à plein temps du CONICET) – et une accréditation institutionnelle du CONEAU¹⁰. Ce groupe d'IESP présente le rapport le plus élevé entre le nombre total d'étudiants et le nombre total d'enseignants. Par ailleurs, 12,9 % des enseignants ont, en moyenne, une affectation exclusive (40hs) ; en moyenne également, les institutions de ce groupe comptent 9 chercheurs et 5 boursiers environ.

Notons enfin que ces institutions sont « consolidées » car elles ont une reconnaissance officielle définitive depuis un certain nombre d'années et s'inscrivent de plus en plus en concurrence dans le domaine de la recherche avec les grandes universités nationales de gestion publique.

Deuxième profil (cluster/groupe 2) : « IESP pour la classe moyenne – avec une plus grande orientation religieuse ». Ce groupe comprend 24 IES gérées par le secteur privé (toutes sont des universités).

Ces institutions, principalement à orientation religieuse, sont apparues entre les années 1950 et le milieu des années 1990. Elles proposent des diplômes de premier, deuxième et troisième cycle dans les cinq domaines d'études : sciences appliquées, sciences fondamentales, sciences de la santé, sciences humaines et sciences sociales.

Le financement des institutions de ce groupe 2 repose sur les frais de scolarité, les ressources financières et la commercialisation des activités. Le coût annuel moyen minimum est de 45 059 \$ et le coût maximum de 141 801 \$, une moyenne de 81 442 \$ (inférieur aux groupes 1 et 3).

Ces IESP ont un degré moyen d'intégration institutionnelle – seulement une partie du personnel enseignant est à plein temps et l'institution compte quelques chercheurs du CONICET – mais, comme celles du groupe 1, elles ont une « reconnaissance définitive » attribuée suite aux évaluations de la CONEAU. Dans ce groupe 2, seuls 6,6 % des enseignants exercent exclusivement dans l'institution ; les établissements ont en moyenne 5 chercheurs et 6 boursiers CONICET. Elles sont sous la forme d'Unicampus ou de multicampus. Leurs ressources proviennent de droits d'inscriptions et d'autres sources de financement. Elles forment des étudiants de la classe moyenne.

⁹ Tous les chiffres sont en pesos argentins, sauf indication contraire. Élaboration propre avec les informations du projet ESPI-Argentine et les données de Doberti y Gabay (2016 : 15).

¹⁰ Comisión Nacional de Evaluación y Acreditación Universitaria.

Troisième profil (cluster/groupe 3) : « Établissements d'enseignement supérieur récemment créés pour les classes moyennes et moyennes inférieures – avec une prépondérance d'instituts universitaires ». Il regroupe 10 IESP : 2 sont des instituts et 8 des universités.

En général, ces institutions sont apparues au début des années 1990. Leur offre est concentrée dans deux domaines d'études spécifiques : sciences humaines et sciences sociales.

Les établissements de ce groupe 3 tirent principalement leurs ressources des frais de scolarité et des revenus obtenus de la commercialisation des activités. Le coût moyen d'inscription est d'environ 100 000 \$. Dans ce groupe d'IESP, le coût annuel moyen minimum est de 51 745 \$ et le coût maximum de 198 702 \$.

Des 24 IESP qui constituent ce groupe, 16 (66,7 %) sont des établissements à campus unique (nombre moyen de sites = 2,5) et 8 sont des institutions à campus multiples (nombre moyen de sites = 4,5).

Ces IESP ont une faible intégration institutionnelle : seule une partie du corps professoral est à plein temps et l'institution ne compte presque aucun chercheur du CONICET) ; 9 seulement ont une « autorisation définitive » du CONEAU et 14, une reconnaissance provisoire. Ces IESP comptent en moyenne 283 enseignants et 2 102 étudiants de premier, deuxième et troisième cycle (année scolaire 2017) et pratiquement aucun chercheur ou boursier du CONICET qui exerce des activités de recherche scientifique et technologique.

1.2. Données historiques des IESP sélectionnées pour les monographies

Quel est le profil des institutions statistiquement sélectionnées et retenues pour les monographies, restituées dans le tableau 6 suivant ? Outre les caractéristiques génériques décrites ci-dessus, quelle est l'histoire de ces institutions, qui sont leurs fondateurs, quelles sont leurs particularités distinctives ? Nous nous consacrons ici à leur examen. Les analyses suivantes sont construites sur la base du texte de Del Bello, Barsky et Gimenez (2007).

Tableau 3 : Échantillonnage des IESP par groupes (clusters)

Source : Élaboration propre avec les informations du projet ESPI-Argentine.

CLUSTER	POSITION	INSTITUTION	ACRONYME	VILLE / COMMUNE
1	Sélectionné*	Institut de Technologie de Buenos Aires	ITBA	Buenos Aires / 1
	Sélectionné	Université de Palerme	UP	Buenos Aires / 14
	Remplacement**	Université CEMA	UCEMA	Buenos Aires / 1
	Remplacement	Université Torcuato Di Tella	UTDT	Buenos Aires / 13
2	Sélectionné	Universidad Abierta Interamericana	UAI	Buenos Aires / 1
	Sélectionné	Université du Salvador	USAL	Buenos Aires / 3
	Remplacement	Université de Flores	UFLO	Buenos Aires / 5
	Remplacement	Université de Cuenca del Plata	UCP	Intérieur (Corrientes)
3	Sélectionné	Institut universitaire de l'École d'économie et de gestion des affaires	ESEADE	Buenos Aires / 14
	Sélectionné	Université del Cine	FUC	Buenos Aires / 1
	Remplacement	Université catholique des Misiones	UCAMI	Intérieur (Misiones)
	Remplacement	Université de São Paulo - T	USP-T	Intérieur (Tucumán)

* « Sélectionné » signifie que l'IESP a bien été retenue pour les monographies.

** « Remplacement » signifie que l'IESP a été identifiée pour être retenue en cas d'impossibilité de réaliser la monographie prévue avec une IESP sélectionnée.

1.2.1. Les institutions d'enseignement supérieur privées du groupe 1

- L'*Université Torcuato Di Tella (UTDT)* est une institution à but non lucratif fondée à Buenos Aires en 1991, avec pour mission de former de nouvelles générations d'universitaires, de chefs d'entreprise et de dirigeants sociaux et politiques. Sa tradition remonte au début du XX^e siècle, lorsque l'une des industries métallo-mécaniques les plus florissantes d'Amérique latine, la SIAM, a été fondée par l'ingénieur Torcuato Di Tella¹¹. Ses fils Guido et Torcuato Di Tella ont fondé dix ans après sa mort l'*Instituto Torcuato Di Tella* (1958) avec l'objectif d'être à l'avant-garde de l'industrie, de l'ingénierie et des sciences. À la suite de ce processus et dans le but de relier la recherche et l'enseignement au niveau supérieur, la Fondation et l'*Institut Di Tella* ont créé l'*Université Torcuato Di Tella*. Aujourd'hui, elle forme une communauté universitaire qui sauve sa « tradition ditellienne ». La vocation philanthropique de l'ingénieur *Torcuato Di Tella* et sa conception de l'entreprise « comme quelque chose de plus qu'une activité lucrative » ont inspiré à ses fils Guido et Torcuato la création, en 1958, de la Fondation *Torcuato Di Tella* et de l'*Institut* du même nom, en hommage à la mémoire de leur père. L'*Institut* a été créé avec la mission de « promouvoir l'étude et la recherche de haut niveau, en ce qui concerne le développement scientifique, culturel et artistique du pays, sans perdre de vue le contexte latino-américain dans lequel se situe l'Argentine ». Financée par la Fondation et soutenue par des organisations nationales et étrangères, l'entité cristallise ses activités à travers dix centres de recherche spécialisés dans différents thèmes, tels que les arts, l'économie, les sciences sociales et l'urbanisme.

Dans le même temps, « *El Di Tella* » (*le DiTella*) est devenu un point de repère culturel, un centre de diffusion et de recherche d'idées avancées, dans un environnement véritablement pluriel. Il a contribué à la formation de plusieurs générations d'artistes, de professionnels et d'universitaires aux performances nationales et internationales remarquables. À la fin des années 1960, pour diverses raisons, sa continuité est rendue difficile et plusieurs centres doivent fermer leurs portes. Néanmoins, l'*Instituto Torcuato Di Tella* a conservé son indépendance intellectuelle et continue à produire des connaissances grâce à ses centres de recherche en sciences économiques et sociales. Le 29 août 1991, la Fondation *Torcuato Di Tella* et l'*Institut Torcuato Di Tella* ont créé la Fondation universitaire *Torcuato Di Tella*. Ses statuts la définissent comme une université de recherche privée avec une Faculté à plein temps choisie strictement sur la base du mérite académique. Son premier bâtiment a été établi au 2177, rue Miñones, dans la ville de Buenos Aires. Il est organisé sur le plan académique sur la base de la Faculté de droit, de la Faculté de gouvernement, de la Faculté de commerce, du Département de sciences politiques et d'études internationales, du Département d'économie, du Département d'histoire, du Département de mathématiques et de statistiques et du Centre d'études contemporaines en architecture.

¹¹ Torcuato Di Tella est né à Capracotta, en Italie, en 1892 et est arrivé en Argentine à l'âge de 13 ans. Il y est décédé en 1948. Après avoir obtenu son diplôme d'ingénieur, Di Tella a introduit la production en série et l'organisation du travail fordienne dans l'industrie argentine. Il s'est consacré au développement de son entreprise, SIAM Di Tella, qui devint le plus important groupe industriel d'Amérique latine ainsi qu'à New York et à Londres.

- *L'Instituto Tecnológico de Buenos Aires (ITBA)* a été fondé le 20 novembre 1959 par un groupe de marins et de civils dans le but de se consacrer à l'enseignement de l'ingénierie et des sciences liées à la mer. Ils constituaient une articulation claire avec la marine argentine, puisque la plupart des membres de son organe directeur étaient nommés par le Conseil de Régence. Parmi les fondateurs de l'ITBA, le vice-amiral Carlos A. Garzoni s'est distingué comme la principale source d'inspiration pour ce travail. Il a occupé pendant plusieurs années le poste de recteur, couvrant la période de l'organisation et du développement initial de l'Université. Les activités académiques ont commencé en 1960. À l'époque, les cours se tenaient dans le bâtiment de la rue Cuba 1930 dans la ville de Buenos Aires. En 1965, l'ITBA s'est installée dans ses locaux actuels, Avenida Eduardo Madero 351/399, et ce n'est qu'en 1976 qu'elle a été définitivement reconnue.

1.2.2. Les institutions d'enseignement supérieur privées du groupe 2

- *L'Universidad Abierta Interamericana (UAI)* fait partie du Grupo *Vanguardia Educativa VANEDUC*, une entité non confessionnelle qui se consacre au conseil et à la recherche en éducation depuis 1942. Avec plus de cinq décennies d'expérience, cette institution dispose de 1 200 000 m² d'infrastructures, comprenant 20 écoles, des gymnases, des terrains de sport, des bureaux et son propre hôpital universitaire. Dotée d'une technologie de pointe, elle offre 7 bibliothèques-vidéothèques, plus de 30 laboratoires informatiques multimédia, équipés de plus de 2 500 ordinateurs, connectés en réseau avec accès intranet et internet, des laboratoires de médecine, d'anatomie, de biochimie, de pathologie, d'histologie, de microbiologie, d'électromagnétisme et de langues, et un studio de télévision. Son personnel permanent est composé de plus de 3 200 enseignants. L'UAI a été fondée en 1995 et a commencé ses activités en 1996 avec une licence en commerce international et marketing à Buenos Aires et Rosario, et un diplôme en ingénierie commerciale, musicothérapie, ergothérapie et droit à Rosario (Del Bello, Juan Carlos, Barsky Osvaldo, Gimenez Graciela, 2007).

- *L'Universidad del Salvador* a été fondée par la Compagnie de Jésus, qui a fondé la première université argentine dans la ville de Córdoba en 1622 (il faut préciser qu'à ce moment le territoire qui sera nommé Argentine était sous domination Espagnole). Le 8 juin 1944, elle a créé l'Instituto Superior de Filosofía, au siège du Colegio del Salvador, au 542 de l'avenue Callao dans la ville de Buenos Aires, dans lequel les Jésuites dispensaient les formations. Cet institut était l'antécédent le plus proche de l'Universidad del Salvador. En 1954, elle prend le nom de Faculté de philosophie du Sauveur avec des instituts de psychologie et de sociologie, auxquels sont ajoutées, en 1956, des Facultés d'histoire et de littérature et de droit.

Le 2 mai 1956, est signé l'acte de fondation des Facultés universitaires du Salvador. Le 15 mai 1958, son nom devient *Instituto Universitario del Salvador*, reconnu comme université privée le 8 décembre 1959 par le décret 16.365 du pouvoir exécutif national, sous le nom de *Universidad del Salvador*. 922 étudiants étaient déjà passés par ses salles de classe, dont 132 avaient étudié la médecine et 262 les sciences juridiques, politiques et sociales. Depuis sa fondation, l'université dépend de la Compagnie de Jésus, qui nomme ses plus hautes autorités par l'intermédiaire de l'*Asociación Civil Universidad del Salvador*. En mars 1975, la Compagnie de Jésus a confié la direction à un groupe de laïcs, qui ont assumé la responsabilité de préserver l'identité de l'*Universidad del Salvador* dans la réalisation de ses buts et objectifs.

1.2.3. Les institutions d'enseignement supérieur privées du groupe 3

- *L'Escuela Superior de Economía y Administración de Empresas (ESEADE)* a commencé ses activités académiques en 1978, en tant qu'institution autonome à but non lucratif dédiée à l'enseignement de l'administration des affaires, des sciences économiques, du droit des affaires, des finances et des sciences politiques, intégré à d'autres disciplines telles que la philosophie et l'histoire. Aujourd'hui, l'ESEADE est un institut universitaire reconnu par le ministère national de l'éducation par le biais du décret 238 du 17 mars 1999. Dès ses origines, l'institution s'est spécialisée dans l'enseignement des masters dans le domaine de l'administration des entreprises et du droit des affaires, opérant dans la ville de Buenos Aires (Del Bello, Juan Carlos, Barsky Osvaldo, Gimenez Graciela, op. cit.).

- *L'Universidad del Cine (FUC)* a été créée en 1991 et autorisée provisoirement par la résolution 2525 du ministère de la culture et de l'éducation en 1993. Fondée et dirigée par le réalisateur Manuel Antín, elle enseigne le cinéma, la vidéo, la télévision, les arts visuels et la communication visuelle. Elle réalise aussi du travail éditorial et la production de courts et longs métrages. Elle est située dans le quartier San Telmo de la ville de Buenos Aires (*ibid.*).

En résumé, le Tableau 4 présente les principales caractéristiques de chaque institution privée de l'échantillon constitué. Le tableau 5 en présente les informations quantitatives.

Tableau 4 : Principales caractéristiques des IES privées sélectionnées pour les monographies

Source : Élaboration personnelle avec les données du projet ESPI-Argentine et les monographies. Voir les acronymes des IESP en fin de texte

IESP	CARACTERISTIQUES DE BASE	FONDATION	SPECIFICITES	FINANCEMENT
UTDT (C1)	Bourses d'études pour les étudiants des écoles publiques et par zone géographique.	Fondée par Torcuato di Tella, ingénieur et homme d'affaires (SIAM, automobile)	En raison de l'inaccessibilité par les transports, un bus est mis à disposition pour se rendre à l'institut.	
ITBA (C1)	10 % des étudiants de 1 ^{er} cycle bénéficient de bourses partielles ou complètes. 140 ont un prêt honoraire.	Fondé par des marins et des civils, l'enseignement de l'ingénierie, lié à la mer.		
UAI (C2)	Éducation de pointe, système alternatif reconnu par l'UNESCO.	Accords internationaux et axée sur la recherche.	2 sites, lien avec le Campus ouvert de Ciudad del Este, hôpital, studio de radio et de télévision, 2 bibliothèques, gymnase.	
USAL (C2)	Première université avec échange avec les États-Unis, 1986. En 1997, avec Paris 1, 9, Orléans et Toulouse. Première femme recteur du pays, 1980 (María Terrén).	Fondé par une congrégation de jésuites, dissoute par l'actuel pape François (Mario Bergoglio), confiant le rôle d'enseignement aux laïcs (1975) « Je ne fais pas de proposition aux hommes d'affaires. Je demande un service religieux pour les laïcs de la foi ».	Multi-site situé dans la ville de Buenos Aires et sa périphérie, Campus el Pilar (quartiers nord). Ecole de télévision.	Campus Pilar financé par la Banque mondiale.
ESEADE (C3)	Spécialisé dans les maîtrises, premier MBA en Argentine (1978). 4 maîtrises, 3 doctorats	Fondation à but non lucratif, conseil d'administration (présidé par F. Hayek, J. M Buchanan et Vernon Smith, tous deux lauréats du prix Nobel) Honoris Causa à M. Vargas Llosa	69 enseignants, 25 assistants et 2 invités. 500 diplômés.	Financé par les entreprises
FUC (C3)	Vocation audiovisuelle, centre de formation, production et distribution audio-visuelle ; littérature, art et culture.	Lien avec Julio Cortázar (Recteur Manuel Antin). Jean-Claude Carrière, Krzysztof Kieslowski, Mastroianni, W. Herzog, Pablo Trapero	Relation remarquable avec les étudiants et les anciens élèves. Mille (1991) à 12 000 (2003). Lien avec La Femis de Paris.	Financement des étudiants. Entreprise familiale.

Tableau 5 : Données de base de chaque institution

Sources : Élaboration personnelle, avec information des rapports de chaque institution du CONEAU.

IESP	DATE CREATION	ÉTUDIANTS	ENSEIGNANTS	L	M	D	FILIALES	CONICET*	STATUT
ITBA (C1)	1959	2,484	494	9	4	2	3	18 – 13 – 0	I.
UTDT (C1)	1991	3,000	627	10	18	3	3	13 – 20 – 5	U.
IAU (C2)	1995	14,015	4,317	40	9	4	5	1 – 6 – 0	U.
USAL (C2)	1944	22,304	2,700	70	39	10	5	4 – 6 – 0	U.
ESEADE (C3)	1999	243	SD**	3	3	1	2	0 – 0 – 0	I.
FUC (C3)	1991	1,352	16	4	1		2	0 – 0 – 0	U.

Pour l'ITBA, le chef des travaux pratiques et l'assistant des travaux pratiques ont été omis, ce qui donne un total de 314, soit 808 rapports au CONEAU (273-65-156). Les étudiants de l'ITBA sont répartis en 1 877 licence et 605 master et doctorat. Les enseignants sont identifiés comme étant des professeurs titulaires, associés et adjoints. L'USAL déclare sur son site web officiel qu'elle en compte 30 000, dans les bases de données 22 304 sont recensés. Le dernier rapport de l'UAI date de 2003, quand elle comptait 14 015 étudiants ; sur son site web officiel elle dit en compter maintenant 30 000. L'IAU comprend 17 spécialisations. Les informations du FUC datent de 2007. Les enseignants de l'UTDT (66-6-555). *Chercheurs et boursiers postdoctoral du CONICET ** SD : Sans information. L : Licence. M : Master. D : Doctorat. Filiales : les différents domaines d'études.

Comme le montrent les tableaux 6 et 7 ci-dessous, nous avons réalisé 60 entretiens semi-directifs. Le nombre moyen de répondants par institution est d'un peu moins de 10¹². Le nombre total d'entretiens réalisés (60), comprend 28 personnes ayant un poste à responsabilité (soit des cadres, soit des enseignants) et 30 étudiants (Tableau 6). Un équilibre important a donc été respecté entre deux sous populations. Notons encore que, si l'on ventile les informations par étudiants, enseignants et responsables (21 en moyenne), les entretiens réalisés fluctuent entre 30, 12 et 18 personnes. Cela permet d'éviter la sur- ou sous-représentation d'un des groupes (Tableau 6).

¹² Le groupe 1 est sous-représenté par rapport aux deux autres en raison de la défection d'une IESP. Dans les groupes 1 et 3, le corps enseignant, la direction et les étudiants sont infiniment moins impliqués que dans le groupe 2.

Tableau 6 : Entretiens entre les acteurs et les IESP enquêtées

Source : Élaboration personnelle avec les données du projet ESPI-Argentine.

INSTITUTION	CLUSTER	ÉTUDIANTS	ENSEIGNANTS	DIRECTEURS	TOTAUX PAR INSTITUTION
ITBA		1	1		2
UTDT	1	5	2	3	10
IAU		5	2	1	8
USAL	2	11	2	5	18
ESEADE		5	5	3	13
FUC	3	3		4	7
MINCYT*	-	-	-	1	1
SPU**	-	-	-	1	1
TOTAL PAR GROUPES		30	12	18	60

* Ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation.

** Sous-secrétariat des politiques universitaires du Ministère de l'Éducation.

**Tableau 7 : Nombre total d'étudiants
et de gestionnaires/enseignants par groupe d'IESP**
Source : CONEAU¹³ Élaboration personnelle

CLUSTER	INTERVIEWS	ÉTUDIANTS	ENSEIGNANTS / GESTIONNAIRES
1	12	2 869	494
2	26	43 368	6 588
3	20	1 595	180

¹³ NB : Parmi les 97 enseignants, pour l'UTDT, 66 étaient à temps plein, 6 à mi-temps et 25 contractuels. A l'ITBA, sur les 808 déclarés, 273 étaient des réguliers, 65 des associés, 156 des assistants, 147 des chefs de travaux pratiques et 167 des assistants de travaux pratiques, les deux derniers ont été omis. Pour l'ESEADE, sur les 80, 60 étaient membres et 20 sont associés. L'USAL affirme en avoir environ 2 400.

2. L'enseignement supérieur privé : structuration du secteur et populations étudiantes

Pour les besoins de cette étude, il est essentiel de présenter une brève description de l'évolution socio-historique du système d'enseignement supérieur public et privé en Argentine en vue d'une analyse comparative avec les autres pays étudiés.

2.1. Structuration du secteur privé et caractérisation des universités privées

La première université du pays, l'Université de Cordoue, a été fondée dans la province par les jésuites au XVII^{ème} siècle. À l'origine, cette institution ciblait une formation avec une orientation encyclopédique, liée aux débats philosophiques, théologiques et du savoir universel – sans un quelconque lien avec la voie professionnelle. Institution publique, elle réservait son accès très restreint à une élite.

De nombreux mouvements d'étudiants ont contesté cette orientation politique, qui a été atténuée par la soi-disant « réforme universitaire » de 1918, en supprimant les principes élitistes, raciaux, discriminatoires et la vision cléricale, en faveur de la gratuité, de l'autonomie, de la liberté académique entre autres. Cependant, l'instabilité politique (coups d'État récurrents) a empêché la mise en œuvre de la totalité des clauses de cette réforme. La présidence de Juan Domingo Perón (1945-1955) allait ensuite promouvoir l'un des points clés : la gratuité – sans donner aux institutions d'enseignement supérieur une autonomie préconisée par la réforme.

Au cours des années 1940, cependant, un débat public s'est ouvert dans les milieux d'affaires sur l'admissibilité de l'enseignement privé. Un groupe d'industriels avait même décidé de fonder une société qui s'appellerait *Universidad Austral*. Dans un pamphlet publié en 1947, ils expliquaient que « Les diplômes délivrés par l'école seront ainsi reconnus par l'industrie. Aucune autre reconnaissance n'est nécessaire ou souhaitable. D'ici dix ans, le prestige que l'université privée donnera à ses diplômes aura une valeur supérieure à celle des autres universités » (del Bello, Barsky et Giménez, 2007 : 66). Ce groupe a considéré « *indispensable à la survie même des entrepreneurs (...) une université libre basée sur des instituts de recherche [qui] doivent être l'œuvre d'industriels, d'élèves, d'agriculteurs, de commerçants, de viticulteurs, de producteurs de canne à sucre, puisque leur rôle est de créer de la richesse* » (Ibid, 47). Cette anecdote montre la tension entre les deux parties, publique et privée.

Le coup d'État contre Perón en 1955 et le gouvernement de facto qui cherchait à « démonopoliser » l'éducation, ont promu la première « loi sur les universités privées n°6303/55 » qui leur a permis de délivrer des diplômes reconnus par l'État Argentin. Le gouvernement suivant, élu en 1958, avec Frondizi comme président, a confirmé que : « L'initiative privée pourra créer des universités ayant la capacité de délivrer des diplômes académiques. L'autorisation sera accordée par l'État national. Ces universités ne pourront pas recevoir de ressources de l'État » (del Bello, Barsky et Giménez, 2007 : 84).

De la fin des années 1950 aux années 1970 — une période d'alternance de dictatures militaires et de démocraties "limitées"—, l'enseignement universitaire privé a entamé un processus de croissance soutenue. Selon del Bello, Barsky et Giménez (2007), à partir des années 1960, l'émergence de nouvelles institutions était liée à différentes entreprises, en l'occurrence (i) les différentes congrégations de l'Église catholique, qui ont promu la création de nouvelles universités dans les provinces à fortes racines catholiques (*Universidad de Cuyo, Santiago del Estero, Tucumán, Salta et La Plata*) et (ii) des universités liées aux secteurs de production et aux hommes d'affaires, comme l'*Universidad Argentina de la Empresa* (UADE) parrainée par la Chambre des corporations de la République argentine.

Tiramonti (2007) établit une classification similaire des IESP : les « Traditionnelles », généralement ecclésiastiques, et les « Entrepreneuriales ». Il convient de noter qu'une augmentation significative des inscriptions dans l'enseignement supérieur s'est poursuivie au cours de la fin des années soixante-dix. Bien que cette expansion ait été principalement contenue par les universités publiques et les carrières traditionnelles, « les universités privées dans la décennie mentionnée prennent leur source dans les idées des responsables de l'éducation qui ont visualisé de nouvelles possibilités d'expansion pour leurs institutions »¹⁴ (Del Bello, Barsky et Giménez, 2007 : 94).

Le gouvernement militaire d'Onganía (1966-1973) — appelé « Révolution argentine » — a encadré les universités d'État en 1966, mettant fin à leur autonomie des universités, mais a aussi réalisé des « purges » de professionnels et de scientifiques. C'est pourquoi la période est considérée comme une étape de ralentissement dans la création de nouvelles institutions : « Entre 1966 et 1975, seules cinq nouvelles institutions ont été créées. On se demande pourquoi elles ont été si peu nombreuses. La principale hypothèse explicative est que l'Église catholique avait déjà déployé ses initiatives dans la plupart des grandes villes. Deuxièmement, que le gouvernement de la soi-disant révolution argentine a concentré son attention sur le sous-système universitaire d'État, et non sur la promotion du développement du sous-système privé »¹⁵ (Del Bello, Barsky et Giménez, 2007 : 97).

¹⁴ Citation originale : « *las universidades privadas en la década citada tuvieron su explicación a partir de las ideas de los dirigentes educacionales que visualizaban nuevas oportunidades de expansión para sus instituciones* ».

¹⁵ Texte original : « *entre 1966 y 1975 se crearon sólo 5 nuevas instituciones. Cabe interrogarse por qué tan pocas. La hipótesis explicativa principal es que la Iglesia católica ya había desplegado sus iniciativas en la mayoría de las ciudades de mayor tamaño poblacional. Segundo, que el Gobierno de la denominada Revolución Argentina centró su atención en el subsistema universitario estatal, y no en promover el desarrollo del subsistema privado* ».

La période suivante, 1973-1989, a été caractérisée par l'instabilité politique (retour et décès de J.D. Perón ; gouvernement de sa femme Isabel ; coup d'État en 1976-1983 et transition vers la démocratie avec Raúl Alfonsín, 1983-1989). Il y a donc eu également une suspension de l'ouverture de nouvelles institutions universitaires publiques et privées (Del Bello, Barsky et Giménez, 2007 : 98). Dans ce contexte, la massification de l'enseignement supérieur a continué à s'accélérer et, comme la coordination et la planification des universités devaient être compatibles avec le système de planification nationale (article 52 de la loi 20.654, adoptée en 1994), et suivant la tradition péroniste, le gouvernement national a décidé de suspendre la création d'universités jusqu'à ce que le nouveau système de planification soit pleinement opérationnel (*ibid.*).

Pendant la dernière dictature militaire de 1976 à 1983 (appelée « Processus de réorganisation nationale »), la loi 21.276 adoptée pour les universités nationales prévoyait que le gouvernement et l'administration des universités d'État seraient exercés par le ministère de la Culture et de l'Éducation de la Nation – l'autonomie des universités a été supprimée. Ce contexte a marqué un tournant puisque « le climat répressif et la fermeture des carrières dans les universités nationales, comme la sociologie, ainsi que la fermeture de l'Université nationale de Lujan ont favorisé une migration des étudiants et des enseignants des institutions publiques vers les institutions privées » (Del Bello, Barsky et Giménez, 2007 : 99). Le gouvernement démocratique de Raúl Alfonsín (1983-1989) a maintenu la restriction sur la création de nouvelles institutions privées et a concentré son attention sur les universités d'État – récupérant l'autonomie des universités publiques.

Entre 1989 et 1995, sous le gouvernement néolibéral de Carlos Menem, 22 institutions privées ont été créées, un nombre supérieur à celui des trente-deux années précédentes, dans le cadre de la loi 17.604 qui a étendu les pouvoirs des institutions privées. Il convient de noter que 11 nouvelles universités d'État ont également été créées. Le tableau 8 présente les institutions de gestion privée créées entre 1989 et 1995.

Tableau 8 : Institutions privées créées entre 1989 et 1995

Source : del Bello, Barsky et Giménez, 2007. RD : Reconnaissance définitive CONEAU, AP : Autorisation provisoire CONEAU.

INSTITUTION UNIVERSITAIRE	ANNÉE DE CRÉATION	SITUATION LÉGALE / ANNÉE
UNIVERSIDAD DE SAN ANDRÉS	1989	AP 1990
UNIVERSIDAD ADVENTISTA DEL PLATA	1990	RD 2002
UNIVERSIDAD BLAS PASCAL	1990	AP 1990
UNIVERSIDAD DE PALERMO	1990	RD 2002
UNIVERSIDAD MAIMONIDES	1990	RD 2002
UNIVERSIDAD DE CIENCIAS EMPRESARIALES Y SOCIALES	1991	RD 2002
UNIVERSIDAD AUSTRAL	1991	RD 2003
UNIVERSIDAD FASTA	1991	RD 2002
UNIVERSIDAD TORCUATO DI TELLA	1991	RD 2005
UNIVERSIDAD CHAMPAGNAT	1991	AP 1991
INSTITUTO UNIVERSITARIO DE LA FUNDACION ISALUD	1991	RD 1994
INSTITUTO UNIVERSITARIO FUNDACION BARCELO	1992	AP 1998
UNIVERSIDAD DE CENTRO EDUCATIVO LATINOAMERICANO	1992	AP 1992
UNIVERSIDAD FAVALORO	1992	RD 2003
UNIVERSIDAD DEL CEMA	1992	AP 1995
UNIVERSIDAD DE LA CUENCA DEL PLATA	1993	AP 1993
UNIVERSIDAD DEL CINE	1993	RD 2003
UNIVERSIDAD ATLANTIDA ARGENTINA	1994	AP 1994
UNIVERSIDAD DE FLORES	1994	AP 1994
UNIVERSIDAD DE CONGRESO	1994	AP 1994
UNIVERSIDAD ABIERTA INTERAMERICANA (UAI)	1995	AP 200
UNIVERSIDAD EMPRESARIAL SIGLO XXI.	1995	RD 2003

Selon del Bello, Barsky et Giménez (2007 :100), les 22 nouvelles institutions de gestion privée répondent principalement à la catégorie de « l'absorption de la demande » (Levy, 1995), telles que l'Université *Abierta Interamericana* (UAI), l'Université des affaires et des sciences sociales (UCES) – promue par l'Association des chefs d'entreprise –, l'Université de Flores et l'Université de Palerme (UP). Ces universités sont situées dans la ville de Buenos Aires (l'AIU a une branche à Rosario). Des universités ont également été ouvertes à l'intérieur du pays : à Cordoba (*Bias Pascal et Siglo XXI*), à Mendoza (*Congress et Champagnat*), à Corrientes (*Cuenca del Plata*), et dans les secteurs de la Province de Buenos Aires¹⁶ (*Universidad Atlántica Argentina*).

En 1995, un nouveau cadre réglementaire a été établi pour le secteur : la loi 24.521 sur l'enseignement supérieur (LES)¹⁷, qui concernait les institutions d'enseignement supérieur universitaires et non universitaires (tertiaires), nationales et provinciales, publiques et privées. L'Argentine est un pays fédéral et l'éducation fait partie des pouvoirs dits concurrents des gouvernements fédéral et provinciaux. La loi LES définit les organes de coordination et de concertation du système universitaire : le Conseil des universités, le Conseil national inter-universitaire (CIN), le Conseil des recteurs des universités privées (CRUP) et les Conseils régionaux de planification de l'enseignement supérieur (CPRES). Sur le plan réglementaire, la loi se compose de 89 articles regroupés en 5 titres, à savoir : Titre 1 « Dispositions préliminaires » ; Titre 2 « Enseignement supérieur » ; Titre 3 « Enseignement supérieur non universitaire » ; Titre 4 « Enseignement supérieur universitaire » et Titre 5 « Dispositions complémentaires et transitoires » (Voir Martin et Montero, s.d. et InfoLeg).

Les objectifs de l'enseignement supérieur, selon la loi LES, sont les suivants : former des scientifiques professionnels et techniques, caractérisés par la solidité de leur formation et par leur engagement envers la société dont ils font partie ; les préparer à enseigner à tous les niveaux et dans toutes les formes du système éducatif ; promouvoir le développement de la recherche et de la création artistique, en contribuant au développement scientifique, technologique et culturel de la Nation ; garantir des niveaux croissants de qualité et d'excellence dans toutes les options institutionnelles du système ; approfondir les processus de démocratisation de l'enseignement supérieur ; contribuer à la distribution équitable des connaissances et assurer l'égalité des chances ; articuler l'offre éducative des différents types d'institutions qui la composent ; promouvoir une diversification adéquate des études supérieures qui réponde aux attentes et aux demandes de la population ainsi qu'aux exigences du système culturel et de la structure productive ; promouvoir l'utilisation intégrale des ressources humaines et matérielles affectées ; augmenter et diversifier les possibilités de mise à jour, de perfectionnement et de reconversion des membres du système et de ses diplômés ; promouvoir des mécanismes associatifs pour la résolution des problèmes nationaux, régionaux, continentaux et mondiaux (Martin y Moreno, s.f.).

¹⁶ À ne pas confondre avec la Ville de Buenos Aires. L'équivalent en France est l'Île de France.

¹⁷ La création du Secrétariat des politiques universitaires et le décret 2330/93 (tous deux de 1993) (del Bello, Barsky et Giménez, 2007) sont à l'origine de la loi LES.

Parmi les principes directeurs de la loi LES, figure la responsabilité du seul ressort de l'État dans la fourniture de services publics d'enseignement supérieur, le financement la reconnaissance de l'enseignement supérieur non universitaire (tertiaire), l'autonomie des universités, le régime des diplômes, les processus d'évaluation et d'accréditation (processus d'auto-évaluation et d'évaluation institutionnelle tous les 6 ans). La Commission nationale d'évaluation et d'accréditation des universités (CONEAU) a commencé à fonctionner en 1996 et est chargée de mener des évaluations externes, de recommander l'accréditation de projets institutionnels, d'accréditer les cours d'études considérés comme étant d'intérêt public et tous les cours de troisième cycle, et de recommander la reconnaissance des organismes privés d'évaluation et d'accréditation.

2.2. Un système d'enseignement supérieur privé prédominant

Le système d'enseignement supérieur en Argentine est mis en évidence comme étant de nature "binaire". Il est régi par la loi LES 24.521 et comprend (A) le Tertiaire (non universitaire) et (B) l'Université. Destiné aux diplômés de l'enseignement secondaire, le sous-secteur tertiaire est composé des Écoles normales supérieures (ENS), des Instituts supérieurs de formation des enseignants (ISFD), des Instituts de formation artistique (IFA), des Instituts supérieurs de formation technique (IFTS). L'Université (B) regroupe les universités et les instituts universitaires. L'Université, dans laquelle il est possible d'entrer à condition d'avoir terminé ses études secondaires, comprend les instituts universitaires d'État, les instituts universitaires privés, les universités nationales, les universités provinciales (Source : Ministère de l'éducation, de la culture, des sciences et de la technologie).

La différence réside, selon « l'article 27 de la loi sur l'enseignement supérieur 24.521 », dans le fait que les institutions qui répondent à la dénomination d'« université » doivent développer leur activité dans une variété de domaines disciplinaires sans rapport entre eux, organiquement structurés en Facultés, départements ou unités académiques équivalentes, tandis que les institutions qui circonscrivent leur offre académique à un seul domaine disciplinaire sont appelées « instituts universitaires » (Tableau 9).

Tableau 9 : Institutions universitaires par secteur de gestion (2017-2018)

Source : Département de l'information universitaire - DNPelU - SPU.

SECTEUR	TYPE D'INSTITUTION		
	Total	Universités	Instituts universitaires
ÉTAT (NATIONAL ET PROVINCIAL)	66	61	5
PRIVÉ	63	49	14
ÉTRANGER/ INTERNATIONAL	2	1	1
TOTAL	131	111	20

Comme nous l'avons signalé, les instituts et universités officiellement reconnus dans le pays, jusqu'en 2017-2018, sont au nombre de 131 (111 universités et 20 instituts) et se répartissent en 66 institutions publiques (61 universités et 5 instituts), 63 institutions privées (49 universités et 14 instituts), 1 université étrangère ("Université de Bologne") et 1 institut international (Faculté latino-américaine des sciences sociales - FLACSO). L'évolution de ces différentes institutions a été la suivante de 1989 jusqu'à 2013.

Tableau 10 : Institutions d'éducation universitaire en Argentine (1989-2013)

Source : Garcia de Fanelli, 2014

	1989	1999	2003	2008	2013
TOTAL D'INSTITUTIONS	52	94	98	106	121
PUBLIQUES	29	42	45	48	57
NATIONALES ET PROVINCIALS	29	37	39	41	50
INSTITUTS UNIVERSITAIRES	0	5	6	7	7
PRIVÉES	23	52	53	58	64
DONT UNIVERSITÉS	23	42	41	46	50
DONT INSTITUTS UNIVERSITAIRES	0	10	12	12	14

Le Tableau 11 montre l'évolution des effectifs, caractérisée par une croissance presque 5 fois plus importante pour l'enseignement privé. Cela atteste à la fois que la croissance du privé est non seulement en lien avec la perte d'influence du secteur public, mais aussi avec une réelle préférence des étudiants pour les institutions privées. Nous y reviendrons.

Tableau 11 : Évolution et taux de croissance annuelle des effectifs du secteur public et du secteur privé, de 2003 à 2013

Source : Barsky et Coregia, 2017, d'après des données de Anuarios Estadísticos de la Secretaría de Políticas Universitarias

	2003	2013	TAUX ANNUEL DE CROISSANCE (%)
SECTEUR PUBLIC (D'ÉTAT)	1.273.832 (85.5 %)	1.437.611 (78.5 %)	1.2
SECTEUR PRIVE	215.410 (14.5 %)	393.132 (21.5 %)	6.2
TOTAL	1.489.243 (100.0 %)	1.830.743 (100.0 %)	2.1

En 2017, les taux d'inscription dans le système d'enseignement supérieur pour la population de 18 à 24 ans représentaient 19,7 % de taux net universitaire, 39,5 % de taux brut universitaire et, enfin, 58,8 % de taux brut d'enseignement supérieur – universitaire et tertiaire (Département de l'information universitaire - DNPelU - SPU). Le tableau 12 donne un aperçu des étudiants de premier et deuxième cycles (total, nouveaux inscrits et diplômés) par secteur (public et privé).

À première vue, il y a une plus grande concentration d'étudiants dans le secteur public. Ainsi, par exemple, aux niveaux du premier et du deuxième cycle, 1 584 392 étudiants sont concentrés dans le secteur public et 420 760 dans les établissements privés. En 2017, le secteur public accueillait 79 % des étudiants et le secteur privé, 21 %. Dans les deux secteurs, on observe une moindre participation des femmes (45,6 % dans le secteur public et 12,1 % dans le secteur privé) (Département de l'information universitaire - DNPeU - SPU).

Tableau 12 : Étudiants, nouveaux entrants et diplômés, par niveau (2017-2018) et par secteur

Source : Département de l'information universitaire - DNPeU - SPU

NIVEAU DE L'OFFRE	SECTEUR	ÉTUDIANTS	NOUVEAUX ENTRANTS	DIPLÔMÉS
DIPLÔMES DE PREMIER CYCLE	Total	2.005.152	516.305	125.328
	Public	1.584.392	396.303	86.174
	Privé	420.760	120.002	39.154
DIPLÔMES DE TROISIÈME CYCLE	Total	159.345	41.695	15.582
	Public	122.829	27.872	10.052
	Privé	36.516	13.823	5.530

2.3. Morphologie sociale de la population étudiante des IESP

Quelle est la *morphologie sociale* de la population étudiante dans les IESP ? Une revue des recherches sociologiques réalisées sur l'enseignement supérieur apporte des éléments que nous tentons de synthétiser ici.

Depuis les années 1990, plusieurs études dans le domaine de la recherche en éducation indiquent une reconfiguration des segments sociaux et éducatifs qui se cristallise dans un système éducatif de plus en plus inégalitaire. Feldfeber (2003), se référant à l'enseignement privé dans les années 1990, note que « ... la nouveauté réside dans l'émergence d'institutions privées qui sont constituées comme des réponses institutionnelles au processus de polarisation sociale » (Feldfeber, 2003 : 21). En ce sens, les jeunes qui fréquentent les institutions privées proviennent de secteurs socio-économiques à revenu moyen plus élevé que ceux des institutions publiques (Ennis et Porto, 2001 ; García de Fanelli, 2014).

Del Bello, Barsky et Giménez (2007) reconstruisent le profil socio-économique des étudiants des universités publiques et privées à partir des données de l'enquête permanente sur les ménages (EPH, mai 1998) – y compris un module spécifique pour l'éducation – et des données fournies par les établissements d'enseignement gérés par le secteur privé. Une variable principale est analysée : le revenu total du ménage de l'élève selon les quintiles de revenu (α), et trois variables

secondaires : le collège secondaire d'origine (b), le niveau d'éducation des parents (c) et la catégorie professionnelle des parents (d) (Del Bello, Barsky et Giménez, 2007 : 203-211). Les principaux résultats de la recherche sont présentés ci-dessous.

La population étudiante universitaire provient majoritairement des ménages du quatrième et cinquième quintile de revenus, ces deux derniers groupes représentant 65% des effectifs de l'ensemble du système universitaire. À l'autre extrême, seuls 16 % des étudiants sont issus de ménages à faibles revenus (premier et deuxième quintiles). Toutefois, dans les universités privées, cette répartition est renforcée : 80 % des étudiants proviennent de ménages du quatrième et cinquième quintile de revenus, et seulement 8 % de ménages du premier et deuxième quintile (Tableau 13).

Tableau 13 : Étudiants universitaires par secteur et par quintile de revenu

Source : Del Bello, Barsky et Giménez, 2007. Les chiffres romains représentent le quintile (un cinquième) de la population totale, par ordre croissant des étudiants à bas revenu (I) à ceux à haut revenu (V).

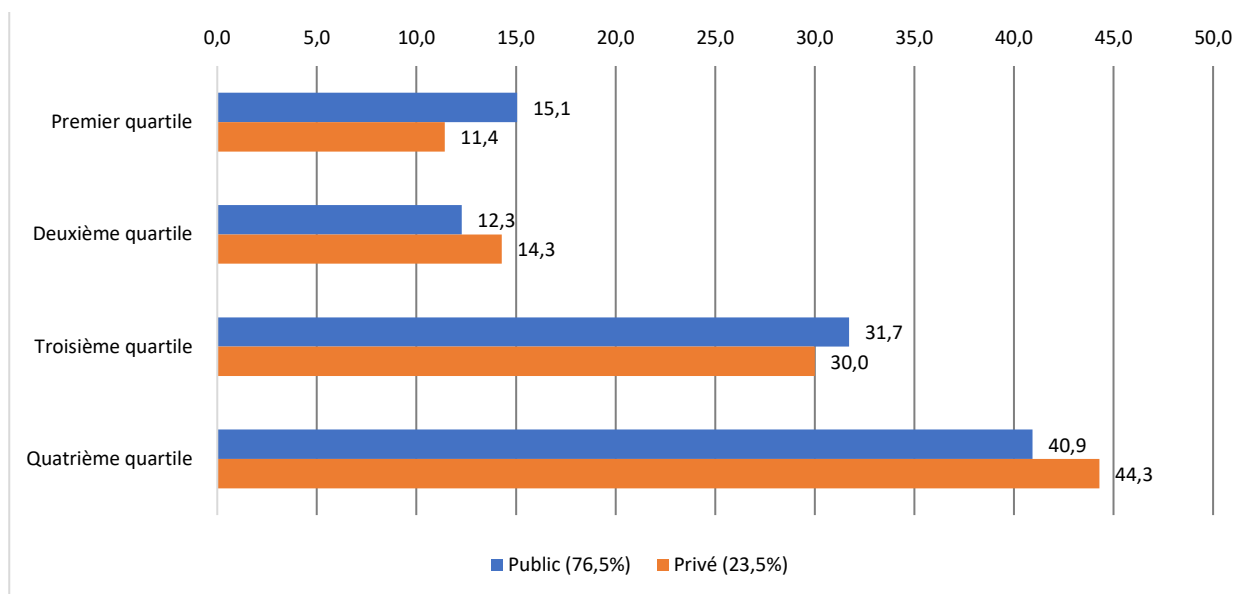
	PUBLIC		PRIVÉ		TOTAL	PUBLIC	PRIVÉ
TOTAL	100 %	100 %	100 %		100 %	83 %	17 %
I	5 %	5 %	2 %	I	100 %	92 %	8 %
II	10 %	11 %	6 %	II	100 %	90 %	10 %
III	20 %	22 %	12 %	III	100 %	90 %	10 %
IV	32 %	33 %	25 %	IV	100 %	87 %	13 %
V	33 %	29 %	55 %	V	100 %	72 %	28 %

L'analyse montre que la participation relative aux universités privées augmente pour les quintiles de revenus les plus élevés : dans les universités d'État, les étudiants issus des ménages aux revenus les plus élevés (cinquième quintile) représentent 29 % de la population étudiante totale ; dans les universités privées, ce pourcentage s'élève à 55 %. Cette distribution est attestée par d'autres études, en particulier l'enquête auprès des personnes entre 25 et 64 ans sur la stratification et la mobilité sociale en Argentine en 2007-08 (CEDOP-UBA).

Le graphique 1 montre la participation respective à l'enseignement supérieur public et privé selon la catégorie socio-professionnelle du père (ISEI) par quartiles. Il convient de noter que, quelle que soit l'origine professionnelle, la distribution dans l'enseignement supérieur est de 76,5 % dans le secteur public et 23,5 % dans le secteur privé.

Graphique 1 : Participation à l'Enseignement Supérieur par secteur, selon la catégorie socio-professionnelle du père (quartiles de MST), pour les personnes de 25 à 64 ans (en %).

Source : Élaboration propre basée sur l'enquête sur la stratification et la mobilité sociale en Argentine 2007-08 (n=3313) (CEDOP-UBA)



À première vue, la participation à l'enseignement supérieur augmente de manière significative dans les secteurs public et privé en fonction de la strate sociale du père (ISEI : *Socio Economic Index of Occupational Status* - Ganzeboom et Treiman, 1996) ; cela se vérifie particulièrement dans les troisième et quatrième quartiles de l'ISEI. Cependant, la participation dans les différents secteurs, public et privé, varie selon cette catégorie socio-professionnelle. Par exemple, sur le nombre total de personnes ayant suivi des études supérieures dans le secteur privé, 44,3 % sont issues de milieux professionnels élevés (quatrième quartile).

De telles distinctions peuvent être analysées au niveau plus fin des régions du pays, et non seulement au niveau national. Les auteurs précédemment cités (Del Bello, Barsky et Giménez, 2007) ont procédé à cette analyse par région (Buenos Aires, Centre-Est, Centre-Ouest, Métropolitaine, Nord-Est, Nord-Ouest et Sud) (tableau 14).

Les étudiants de ménages apparentés aux quintiles I et II vont de préférence vers des établissements publics dans la presque totalité du territoire (8 % total, et 22 % à Buenos Aires). Cependant, les étudiants font appel aux établissements privés de plus en plus au fur à mesure qu'ils appartiennent aux ménages des quintiles plus privilégiés (IV et V) (28 % dans l'ensemble du pays et à Buenos Aires 33 %). Les secteurs où le secteur privé a réussi à pénétrer sont notamment la capitale, mais aussi la région centre-ouest (autour de Cordoba), un ensemble de provinces où la société est particulièrement catholique. La région Bonaerense (Province de Buenos Aires), hautement peuplée et pourtant avec peu d'institutions privées, n'a pas un poids important (13 %).

Tableau 14 : Étudiants par région et par secteur d'enseignement supérieur, par quintile de revenu

Source : del Bello, Barsky et Giménez, 2007

		I	II	III	IV	V
BONAERENSE PROVINCE DE BUENOS AIRES	Privé	0 %	5 %	4 %	5 %	13 %
	Public	100 %	95 %	96 %	95 %	87 %
CENTRE-EST	Privé	5 %	2 %	1 %	8 %	21 %
	Public	95 %	98 %	99 %	92 %	79 %
CENTRE-OUEST	Privé	5 %	11 %	11 %	11 %	26 %
	Public	95 %	89 %	89 %	89 %	74 %
METROPOLITAIN VILLE DE BUENOS AIRES	Privé	22 %	15 %	12 %	17 %	33 %
	Public	78 %	85 %	88 %	83 %	67 %
NORD-EST	Privé	3 %	3 %	4 %	4 %	11 %
	Public	97 %	97 %	96 %	96 %	89 %
NORD-OESTE	Privé	10 %	8 %	13 %	12 %	19 %
	Public	90 %	92 %	87 %	88 %	81 %
SUD	Privé	0 %	0 %	2 %	3 %	10 %
	Public	100 %	100 %	98 %	97 %	90 %
TOTAL GÉNÉRAL	Privé	8 %	10 %	10 %	13 %	28 %
	Public	92 %	90 %	90 %	87 %	72 %

Comme le montre le tableau 15, les populations d'étudiants sont socialement différenciées d'une région à l'autre du pays :

- 54 % des étudiants universitaires de la *région de Buenos Aires* sont issus de ménages appartenant au quatrième et au cinquième quintile. Ce groupe comprendrait des étudiants de l'*Universidad Notarial Argentina*, âgés en moyenne de 30 à 40 ans, en majorité des femmes, qui ont obtenu leur diplôme de droit en pratique ;

- Dans le cas de la région *Centre-Ouest*, 61 % des étudiants proviennent de ménages socialement apparentés au quatrième et au cinquième quintile. Un exemple de ce groupe est l'Université catholique de *Cuyo*, où 97 % des étudiants appartiennent au quatrième et cinquième quintile ; 94 % de leurs pères et 60 % de leurs mères travaillent ; les premiers sont principalement des commerçants et des employés, et les secondes travaillent surtout comme enseignantes à différents niveaux d'éducation ;

- La région du Nord-Est, qui regroupe les agglomérations de Corrientes et de Formosa, ne compte que 5 % d'étudiants universitaires scolarisés dans des institutions privées ; ils appartiennent surtout au cinquième quintile de revenus. L'*Instituto Gaston Dachary* (UGD) de Misiones rapporte que, bien que l'institution ait des étudiants qui appartiennent à différents groupes socio-économiques en raison de sa politique de bourses, les membres des classes moyennes supérieures sont majoritaires.

Tableau 15 : Répartition en pourcentage des étudiants universitaires par région et secteur d'enseignement supérieur (public et privé), par quintile de revenu.

Source : del Bello, Barsky et Giménez, 2007

		I	II	III	IV	V
BONAERENSE PROVINCE DE BUENOS AIRES	Total Province	8 %	14 %	25 %	30 %	24 %
	Privé	0 %	1 %	1 %	2 %	3 %
	Public	8 %	13 %	24 %	28 %	21 %
CENTRO-EST	Total Province	12 %	0 %	18 %	3 %	31 %
	Privé	1 %	0 %	0 %	2 %	7 %
	Public	11 %	9 %	18 %	28 %	24 %
CENTRO-OUEST	Total Province	5 %	14 %	20 %	33 %	28 %
	Privé	0 %	2 %	2 %	4 %	7 %
	Public	5 %	12 %	18 %	29 %	21 %
METROPOLITAIN VILLE DE BUENOS AIRES	Total Province	2 %	7 %	19 %	31 %	40 %
	Privé	0 %	1 %	2 %	5 %	13 %
	Public	2 %	6 %	17 %	26 %	27 %
NORD-EST	Total Province	7 %	14 %	21 %	30 %	27 %
	Privé	0 %	0 %	1 %	1 %	3 %
	Public	7 %	14 %	20 %	29 %	24 %
NORD-OUEST	Total Province	7 %	12 %	22 %	34 %	25 %
	Privé	1 %	1 %	3 %	4 %	5 %
	Public	6 %	11 %	19 %	30 %	20 %
SUD	Total Province	11 %	15 %	24 %	30 %	20 %
	Privé	0 %	0 %	1 %	1 %	2 %
	Public	11 %	15 %	23 %	29 %	18 %

- Dans les agglomérations de Concordia et de Santa Fe, qui constituent la *Région du centre-est*, 61 % des étudiants proviennent de ménages des quatrièmes et cinquièmes quintiles. L'*Universidad Adventista del Plata* est implantée dans cette région, avec 30 % d'étudiants issus des classes moyennes inférieures et inférieures, 10 % de la classe supérieure et 60 % des classes moyennes et supérieures.

- En ce qui concerne la région Métropolitaine (ville de Buenos Aires et Grand Buenos Aires, sans inclure la Province de Buenos Aires), 13 % des étudiants se forment dans des universités privées et proviennent du cinquième quintile de revenus. L'*Universidad Austral* indique que ses étudiants appartiennent au quintile des revenus moyens et moyens supérieurs, 92,5 % d'entre eux provenant d'écoles secondaires privées et 7,5 % d'écoles publiques. Selon del Bello, Barsky y Giménez, (2007 : 205) d'autres exemples de cette région peuvent être mentionnés :

- Dans l'*Universidad del CEMA*, les étudiants sont généralement issus de familles à revenus moyens ou élevés, la plupart d'entre eux ont voyagé au moins une fois à l'étranger et tous parlent une deuxième langue (l'anglais) ;
- Les étudiants de l'UCES viennent de foyers de la classe moyenne de la ville de Buenos Aires et de la zone nord du Grand Buenos Aires. En général, les personnes qui étudient le matin ne travaillent pas et ce sont les parents qui paient les frais de scolarité. Dans le groupe qui étudie l'après-midi, la plupart des élèves travaillent et paient leur scolarité ;
- L'Université de Flores a une population étudiante âgée en une moyenne de 24 ans ; elle travaille comme employé dans une petite entreprise plus de 20 heures par semaine, est célibataire, sans enfants. L'Institut *ISALUD*, qui est fortement axé sur les études de troisième cycle, décrit le profil de ses étudiants comme étant celui d'adultes de plus de 30 ans, majoritairement des femmes ;
- L'ITBA indique que, bien que l'université ait des frais de scolarité élevés, elle ne limite pas l'entrée des étudiants issus de familles à faibles revenus, puisqu'elle a mis en place un plan de bourses qui couvre environ 15 % des étudiants. Les étudiants de l'Université de Palerme sont généralement issus de la classe moyenne supérieure et 75 % des admissions proviennent d'écoles privées ;
- L'*Universidad del Salvador*, enfin, rapporte que ses étudiants appartiennent à des foyers de classe moyenne et de classe moyenne supérieure ;
- L'UADE affirme, elle, que ses étudiants sont issus du secteur des revenus moyens ;
- L'AIU mentionne pour sa part qu'un pourcentage élevé de ses étudiants du campus de Buenos Aires financent leur formation universitaire par leur propre travail et que 50 % des étudiants du campus de Rosario travaillent même s'ils sont comparativement mieux lotis ;
- L'UCA, pour finir, indique que 91 % de ses étudiants proviennent d'établissements secondaires privés (72 % sont des religieux privés), 75 % sont des enfants d'étudiants universitaires et 99 % ont accès à Internet.

3. Questions d'inégalité

La recherche sociologique qui analyse la production et la reproduction des inégalités sociales fait une distinction analytique entre l'inégalité des conditions et l'inégalité des chances. Les conditions inégales désignent les différences dans la répartition des biens et ressources tels que l'éducation, le revenu ou la richesse à un moment donné. L'inégalité des chances fait, elle, référence à l'influence des caractéristiques socio-économiques d'origine sur la réussite scolaire et professionnelle des individus (Breen et Jonsson, 2005 ; Torche, 2010). En ce sens, « *il y a inégalité des chances lorsque l'accès au bien-être économique dépend de facteurs échappant au contrôle de l'individu, c'est-à-dire lorsque les "accidents de naissance" déterminent les possibilités de bien-être individuel* »¹⁸ (Torche, 2010 :71). Il s'agit donc d'étudier dans quelle mesure le destin des individus est lié à leurs origines sociales familiales.

L'équipe de recherche ESPI-Argentine prend en compte la perspective sociologique de la stratification sociale et de l'inégalité des chances en matière d'éducation, autrement dit « la différence, selon les origines sociales, de probabilités d'accès aux différents niveaux d'éducation et en particulier aux niveaux supérieurs » (Boudon, 1973 : 17).

En termes analytiques, le passage à l'enseignement supérieur permettrait d'entrer sur un marché du travail segmenté au profit d'emplois basés sur « l'expertise ». En outre, il favoriserait l'insertion dans des professions « formelles » qui garantiraient un socle de protection sociale de base (sécurité sociale, soins médicaux, prestations sociales, etc.) Cette perspective est pertinente dans le cas de l'Argentine. Vers le milieu du XX^e siècle, ce pays se différencie du reste des pays d'Amérique latine et prend les formes d'« une société de grandes classes moyennes [sous-tendues] par l'éducation »¹⁹ (Germani, 1963 ; Torrado, 1992). Au sens large, l'enseignement supérieur a été considéré comme un instrument de nivellement des chances, ou du moins comme un mécanisme important de réduction des inégalités de conditions, réduisant les écarts entre les classes sociales (Dubet, 2011).

La sociologie met en évidence un certain nombre de facteurs associés à l'inégalité des chances dans l'enseignement supérieur, à savoir : i) le sexe, ii) le milieu social et familial des étudiants, iii) la scolarité antérieure, et iv) les aspirations et les attentes (López et Rodríguez, 2019)²⁰. Pour les études générales sur cette question, nous renvoyons le lecteur au livre récemment publié par Piovani et Salvia (2018) qui travaillent à partir de l'enquête nationale sur la structure sociale. Les auteurs montrent que le pourcentage de jeunes qui poursuivent des études supérieures est soumis à de multiples variables, dont quatre sont considérées comme les plus importantes : leur sexe, le contexte social de la famille, leur parcours précédent, leur lieu de résidence.

¹⁸ Texte original: « *hay desigualdad de oportunidades cuando el acceso al bienestar económico depende de factores fuera del control del individuo, es decir, cuando los «accidentes de la cuna» determinan las oportunidades de bienestar individual* ».

¹⁹ Texte original: « *sociedad de amplias clases medias vía la educación* »

²⁰ Pour une description complète des facteurs sociaux associés à l'inégalité des chances dans l'enseignement supérieur, voir Shavit, Arum et Gamoran (2007).

3.1. La différenciation sexuée des parcours universitaires

Les résultats de la recherche empirique pour le cas argentin indiquent une différenciation entre les sexes dans l'enseignement supérieur, au bénéfice des femmes. Le Tableau 16 montre ainsi qu'elles sont proportionnellement plus représentées que les hommes dans l'enseignement supérieur (57 % contre 42 %). Et les femmes sont encore davantage représentées que les hommes parmi les diplômés, laissant penser qu'elles réussissent mieux qu'eux (Tableau 17).

Tableau 16 : Nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur en 2017, par type d'IESP, et représentation proportionnelle des femmes
Source: Élaboration personnelle, sur la base de données de la SPU (2017).

TYPE D'INSTITUTION	TOTAL DE NOUVEAUX INSCRITS	NOUVEAUX INSCRITS FEMMES	NOUVEAUX INSCRITS HOMMES	% FEMMES NOUVEAUX INSCRITS	TOTAL DE RÉINSCRITS	FEMMES RÉINSCRITS	HOMMES RÉINSCRITS	% DE FEMMES RÉINSCRITS
INSTITUT UNIVERSITAIRE	5 856	3 398	2 458	58,0	19 137	9 710	9 427	50,7
UNIVERSITÉ	123 404	69 636	53 768	56,4	278 512	161 936	116 576	58,1
TOTAL GÉNÉRAL	129 260	73 034	56 226	56,5	297 649	171 646	126 003	57,7

Les femmes sont cependant présentes en priorité dans « des carrières considérées comme « typiquement féminines » (sciences de l'éducation, arts, branches mineures des sciences médicales, etc.) (Palermo, 1998 : 95). La variable du sexe montre également des divergences puisque le taux de féminisation est aussi élevé que la ségrégation géospatiale.

Tableau 17 : Nombre de diplômés dans l'enseignement supérieur en 2017, par type d'IESP, et représentation proportionnelle des femmes
Source : Élaboration personnelle, sur la base de données de la SPU (2017).

TYPE D'INSTITUTION	TOTAL DES DIPLÔMÉS	FEMMES DIPLÔMÉS	HOMMES DIPLÔMÉS	FEMMES DIPLÔMÉS (%)	TOTAL D'ÉTUDIANTS	FEMMES ÉTUDIANTES	HOMMES ÉTUDIANTS	FEMMES ÉTUDIANTS (%)
INSTITUT UNIVERSITAIRE (TERTIAIRE)	2 268	1 221	1 047	53,8	26 808	14 118	12 690	52,7
UNIVERSITÉ	40 551	24 737	15 814	61,0	419 532	240 522	179 010	57,3
TOTAL GÉNÉRAL	42 819	25 958	16 861	60,6	446 340	254 640	191 700	57,1

3.2. L'origine sociale : un facteur clef d'inscription des étudiants dans les Institutions d'enseignement supérieur privé

L'impact de l'origine sociale désigne l'effet du niveau socio-économique et culturel des familles des élèves sur leurs résultats scolaires (apprentissage, années de scolarité, transitions, etc.) (Shavit, Yaish et Bar-Haim, 2007 : 39). Les résultats de recherches récentes indiquent une persistance de l'inégalité des chances dans l'enseignement supérieur : « dans le cas de l'Argentine, la strate supérieure présente les meilleurs outils pour atteindre les niveaux d'éducation qui l'intéressent, tendant apparemment à maintenir les inégalités de classe indépendamment de l'expansion des possibilités d'éducation dans le temps » (Jorrat, 2010 : 596).

D'après les données disponibles, 56,4 % des individus appartenant aux couches supérieures fréquentent une institution d'enseignement supérieur (la classe moyenne étant inscrite dans ce niveau d'enseignement dans des proportions similaires – 54,7 % – même si elle est davantage répartie dans les matières universitaires et techniques), alors que 28,5 % des individus de la classe ouvrière ont accès à une partie de l'enseignement supérieur. Et, comme nous l'avons vu précédemment, de très nettes distinctions marquent les institutions privées d'enseignement supérieures : selon leur classe sociale d'appartenance en effet, les étudiants sont inégalement inscrits dans le secteur public ou privé, ceux qui ont le plus de ressources se destinant en priorité à des études dans les institutions privées.

Des données sur la catégorie professionnelle des parents (Tableau 18) montrent que, les étudiants de parents salariés (employés) représentent la majorité dans des universités publiques (89 %) ; tel est aussi le cas, mais à moindre titre, dans les universités privées (84 %). La proportion d'étudiants de parents « indépendants » est supérieure dans les universités privées à ce qu'elle est dans le public (11,1 % contre 7,8 %), ce qui, par hypothèse, est lié au niveau d'éducation et à l'exercice des professions libérales.

Tableau 18 : Étudiants de premier cycle par type d'établissement et catégorie socio-professionnelle des parents

Source : del Bello, Barsky et Giménez, 2007

	PUBLIC	PRIVÉ
EMPLOYEUR	1,40 %	0,30 %
INDÉPENDANT	7,80 %	11,10 %
EMPLOYÉ	89 %	83,90 %
NON SALARIÉ	1,80 %	4,70 %
TOTAL	100 %	100 %

Les distinctions en termes de fréquentation des établissements d'enseignement supérieur entre les deux secteurs sont cependant complexes car, comme le montre encore le tableau 18, la proportion des étudiants de parents employeurs est supérieure dans le secteur public (1,4 % contre 0,3 % des étudiants du privé), alors que les étudiants de parents sans salaire sont majoritairement dans le secteur privé.

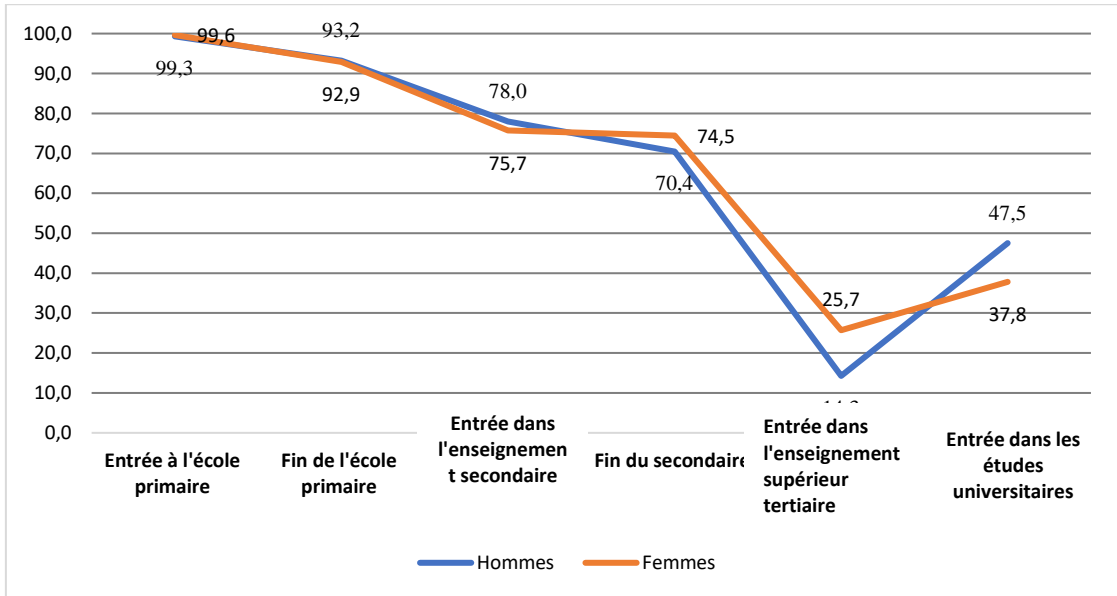
L'impact de l'origine sociale sur la scolarité en général et sur les parcours universitaires apparaît plus clairement si l'on analyse ces parcours selon les catégories socio-professionnelles d'appartenance des parents des étudiants. Les données secondaires tirées de l'enquête sur la stratification et la mobilité sociale en Argentine en 2007-08 (personnes entre 25 et 64 ans) (CEDOP-UBA) sont à cet égard tout à fait éclairantes.

Les graphiques 2 et 3 présentent un ensemble d'indicateurs successifs de la progression scolaire jusqu'à l'entrée dans l'enseignement supérieur, à savoir : entrée à l'école primaire, achèvement de l'école primaire, entrée dans le secondaire, achèvement du secondaire et, enfin, entrée dans l'enseignement supérieur (tertiaire et universitaire). L'analyse est désagrégée par les variables sexe et catégorie socio-professionnelle du père lorsque les personnes ont environ 16 ans, mesurées par l'indice ISEI, qui permet en particulier d'identifier les différences et les similitudes de trajectoires, selon le sexe et l'origine sociale.

Si l'on considère le sexe, on observe les schémas suivants de progression scolaire: (i) 99,3 % des hommes et 99,6 % des femmes sont entrés à l'école primaire (couverture universelle), (ii) après avoir terminé l'école primaire, 78 % des hommes et 75,7 % des femmes sont entrés à l'école secondaire, (iii) après avoir terminé les études secondaires, 61,8 % des hommes et 63,5 % des femmes ont poursuivi leurs études dans l'enseignement supérieur (études tertiaires et universitaires) ; enfin, (iv) l'inscription dans l'enseignement supérieur tertiaire représente 14,3 % des hommes et 25,7 % des femmes et concernant les études universitaires, 47,5 % des hommes et 37,8 % des femmes sont inscrits. En d'autres termes, il y a une plus grande présence des femmes dans les études supérieures (tertiaires), des études orientées pour former des futures enseignantes (tous les niveaux compris) et leur offrant des carrières techniques de courte durée (García de Fanelli et Adrogué, 2019).

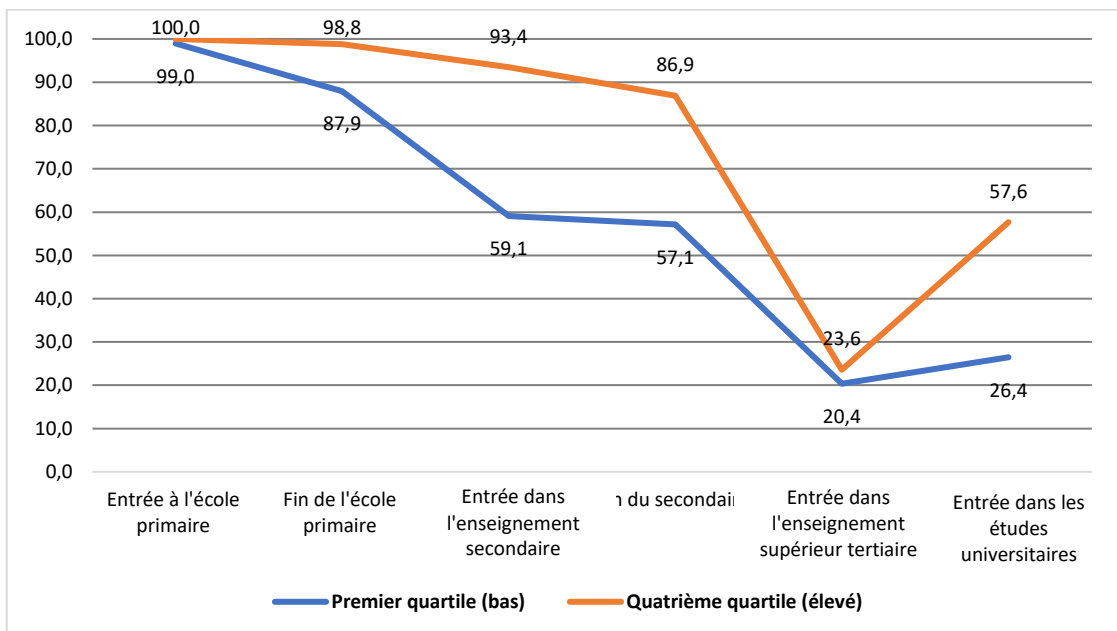
Graphique 2 : Indicateurs conditionnels de progression scolaire - % de personnes qui progressent d'un niveau à l'autre - par sexe, personnes âgées de 25 à 64 ans.

Source : Élaboration personnelle basée sur l'enquête sur la stratification et la mobilité sociale en Argentine 2007-08 (n=3313) (CEDOP-UBA)



Graphique 3 : Indicateurs conditionnels de progression scolaire - % de personnes qui progressent d'un niveau à l'autre, la catégorie sociale des parents (quartiles de MST), personnes âgées de 25 à 64 ans.

Source : Élaboration personnelle basée sur l'enquête sur la stratification et la mobilité sociale en Argentine 2007-08 (n=3313) (CEDOP-UBA)



La catégorie socio-professionnelle (ISEI) du père montre des différences marquées dans tous les indicateurs de progression scolaire en faveur de la strate la plus élevée (quatrième quartile). Au sens large, plus la classe sociale est élevée, plus le pourcentage d'entrée dans l'enseignement secondaire et supérieur (tertiaire et universitaire) est élevé. Ainsi, après avoir terminé l'école secondaire, 81,2 % des personnes se situant dans le quartile supérieur réussissent à entrer dans l'enseignement supérieur (23,6 % d'études supérieures et 57,6 % d'études universitaires), contre 46,8 % dans le quartile inférieur (20,4 % d'études supérieures et 26,4 % d'études universitaires). L'écart de revenu par rapport à l'enseignement supérieur représente une différence de près de 35 points de pourcentage entre les strates sociales supérieures et inférieures. L'origine sociale est donc un facteur clef d'inégalité des parcours scolaires et universitaires.

Les résultats d'une étude récente sur les effets de l'origine sociale sur la réussite scolaire au niveau supérieur en Argentine et au Mexique indiquent que « *l'augmentation de l'inégalité des chances n'est pas strictement un problème de restriction de l'offre d'enseignement supérieur, car les inscriptions ont augmenté dans les deux pays. Il est tout à fait possible que l'accroissement de l'inégalité des conditions de vie entre les classes sociales dans le dernier quart du XX^e siècle dans les deux pays ait eu un impact sur l'augmentation de l'inégalité des chances de réussite dans l'enseignement supérieur, en particulier si l'on considère la population qui a terminé l'école secondaire. Dans un contexte de polarisation des positions de classe et de ségrégation socio-résidentielle accrue, la population issue des classes populaires se heurte à des obstacles plus importants pour accéder, se maintenir et obtenir des titres de niveau supérieur* » ²¹(Dalle, Boniolo et Navarro-Cendejas, 2019 : 25).

Les données précédentes sur l'origine sociale des étudiants en témoignent. Et elles sont confortées par la relation entre les trajectoires scolaires des étudiants et celles de leurs parents, d'une part, et par la fréquentation relative des établissements d'enseignement supérieur public et privé, d'autre part.

3.3. Le niveau de scolarité des parents : un facteur de fréquentation du secteur privé

Le tableau 19 ci-dessous montre que 38,7 % des étudiants du privé ont un père ayant fait des études supérieures, contre 27,5 % des étudiants inscrits dans le public ; en revanche, le père de 33,2 % des étudiants du public a seulement le niveau secondaire, contre 28,2 % des étudiants du privé. En d'autres termes, les étudiants de père ayant fait des études supérieures sont proportionnellement plus représentés dans le secteur privé.

²¹ Texte original : « *el aumento de desigualdad de oportunidades no es estrictamente un problema de restricción de la oferta de educación de nivel superior, porque la matrícula se incrementó en ambos países. Es muy posible que el crecimiento de la desigualdad de condiciones de vida entre las clases sociales en el último cuarto del siglo XX en ambos países haya repercutido en el incremento de la desigualdad de oportunidades de logro educativo de nivel superior, en particular al considerar la población que finalizó la escuela media. En un contexto de polarización de las posiciones de clase y de mayor segregación socio-residencial, la población con orígenes en las clases populares enfrenta mayores obstáculos para acceder, permanecer y lograr títulos de nivel superior* »

Tableau 19 : Étudiants universitaires selon le secteur d'enseignement supérieur et le niveau d'études des parents

Source : del Bello, Barsky et Giménez, 2007 : 211

	PUBLIC	PRIVÉ
NIVEAU D'ÉDUCATION DU PÈRE	100,0 %	100,0 %
PRIMAIRE	16,7 %	14,9 %
SECONDAIRE	33,2 %	28,2 %
SUPÉRIEUR	3,0 %	3,8 %
UNIVERSITAIRE	27,5 %	38,7 %
NS/NC	0,0 %	0,0 %
NSP	19,6 %	14,3 %
NIVEAU D'ÉDUCATION DE LA MÈRE	100,0 %	100,0 %
PRIMAIRE	23,5 %	18,0 %
SECONDAIRE	38,6 %	41,2 %
SUPÉRIEUR	10,2 %	12,4 %
UNIVERSITAIRE	22,9 %	24,3 %
NS/NC	0,1 %	0,0 %
NSP	4,8 %	4,1 %

La même tendance s'observe pour la scolarisation des mères, avec toutefois une distinction importante : les étudiants dont la mère a fait des études secondaires sont proportionnellement plus nombreux dans le privé que dans le public (41,2 % contre 38,6 %), ce qui se reproduit aux niveaux supérieurs (12,4 % contre 10,2 %) et universitaires (24,3 % dans le privé contre 22,9 % dans le public). Autrement dit, les étudiants s'inscrivent d'autant plus dans le privé que leurs parents ont un niveau scolaire élevé.

Ainsi, les parcours scolaires des parents déterminent en large partie, à la fois leurs catégories sociales d'appartenance et, au-delà, le rapport au secteur privé d'enseignement supérieur. Plus instruits, les parents sont aussi membres de classes sociales plus aisées, et inscrivent davantage leurs enfants dans le secteur privé. Le secteur privé, on l'a vu, est socialement composite en termes de catégories sociales d'appartenance des étudiants : on ne peut dire simplement que le secteur privé est affaire de classe sociale, comme si l'accès à ce secteur était conditionné par la détention de capital scolaire et économique. Certaines universités privées accueillent aussi, comme nous l'avons vu, des fractions des classes sociales moins aisées. Mais les données précédentes montrent bien l'existence d'une relation très étroite entre parcours universitaires des parents, carrières professionnelles, éducation des enfants et choix du secteur

privé d'enseignement supérieur. Cette inscription dans le secteur privé, a fortiori dans les établissements d'élite, est largement conditionnée par l'origine sociale et la durée de scolarité des parents.

Les enquêtes ESPI de terrain corroborent cette tendance tirée d'enquêtes quantitatives : plus la strate socio-économique est élevée, plus les étudiants sont inscrits dans le secteur privé d'excellence (cluster 1 principalement). Néanmoins, nous avons pu également observer que les classes moyennes basses (cluster 2) hésitent particulièrement entre s'endetter et payer une institution privée qui garantit le diplôme en temps et en heure, ou tenter l'obtention du diplôme dans une institution publique, car cela implique une incertitude concernant la durée des études.

3.4. Le parcours scolaire antérieur aux études universitaires : un facteur clef d'inégalités

La scolarité antérieure (en l'occurrence les résultats scolaires, le cadre institutionnel – écoles publiques et privées –, etc.) peut aussi être l'un des facteurs déterminants pour entrer dans l'enseignement supérieur, y rester et en sortir.

Les résultats de la recherche d'Alcoba (2014) sur l'inégalité sociale, les circuits éducatifs et le processus de stratification en Argentine indiquent que « dans des contextes de segmentation, ceux qui ont fréquenté des institutions privées aux niveaux initiaux ont amélioré leurs chances de progression scolaire ; compte tenu de ce qui précède, il serait correct d'affirmer que les circuits éducatifs publics et privés "inégalisent" les étudiants ayant le même niveau socio-économique et, par conséquent, accentueraient l'inégalité d'origine »²² (Alcoba, 2014 :66).

Les inégalités commencent par conséquent dès les formations précédant l'Université, et ne font que se renforcer au cours des études universitaires. De plus, les secteurs privés permettent à ceux qui peuvent y accéder de continuer à progresser tout au long de leur scolarité, renforçant les inégalités. Del Bello, Barsky et Giménez (2007) ont indiqué en ce sens que 55,5 % du total des élèves ont réalisé leurs études secondaires dans une école publique et 39,7 % dans des écoles privées. À l'époque, 36,1 % des effectifs des universités privées provenaient d'un établissement secondaire public et 63,9 % d'une école privée ; à l'inverse, les universités publiques comptaient 37,1 % de leurs étudiants issus d'écoles privées et 63,9 % d'écoles publiques.

²² Texte original: « *En contextos de segmentación, quienes asistieron a instituciones privadas en los niveles iniciales mejoraron sus chances de progresión educativas; atentos a lo anterior sería correcto afirmar que los circuitos educativos públicos y privados "desigualan" a estudiantes con mismo nivel socioeconómico y por lo tanto estarían ampliando la desigualdad de origen* ».

Tableau 20 : Étudiants universitaires par type d'université fréquentée, selon le secteur d'études secondaires

Source : del Bello, Barsky et Giménez, 2007

ÉTABLISSEMENT D'ORIGINE (COLLÈGE)

	NSP	Public	Privé	NSP
ÉTABLISSEMENT D'INSCRIPTION	NSP	100 %		
	Public		62,70 %	37,10 %
	Privé		36,10 %	63,90 %
	NSP		84,40 %	11,30 %
TOTAL	4,60 %	55,50 %	39,70 %	0,10 %

Cette brève synthèse de travaux réalisés sur les rapports entre parcours universitaires, profil social des étudiants et institutions d'enseignement supérieur fréquentées a ainsi mis au jour plusieurs facteurs associés à l'inégalité des chances dans l'enseignement supérieur, en particulier le parcours scolaire antérieur aux études universitaires, l'origine sociale et les parcours scolaires des parents. Au niveau méthodologique, l'analyse fine de l'inégalité des chances en matière d'éducation dont nous avons restitué des résultats montre la nécessité d'enquêtes permettant de reconstruire la trajectoire éducative des étudiants (accès aux niveaux, durabilité, changements, interruptions dans les études), les événements structurant cette trajectoire et leur interrelation. C'est à cette condition que l'on peut obtenir une vision globale du processus éducatif et de son lien avec d'autres sources d'inégalité (López et Rodríguez, 2019 : 77). En Argentine, en particulier, il est nécessaire de promouvoir des recherches qui permettent de reconstruire en détail les trajectoires scolaires des étudiants.

3.5. Inégalités éducatives, inégalités spatiales à Buenos Aires

Sur la carte suivante, nous pouvons situer les IESP retenues pour les monographies. Les étoiles vertes indiquent leur localisation spatiale : communes 1 (est), 13 (nord) et 14 (nord-est). L'information est croisée avec différents indicateurs, en particulier la durée de la scolarisation (taille proportionnelle et échelle de couleur des cercles) et la fréquentation du secteur privé d'enseignement supérieur, distinguée par la nuance de bleu affectée à chaque commune de Buenos Aires (le bleu foncé montre le pourcentage le plus élevé d'étudiants inscrits dans le secteur privé et le bleu clair illustre les proportions moindres d'étudiants dans le secteur privé).

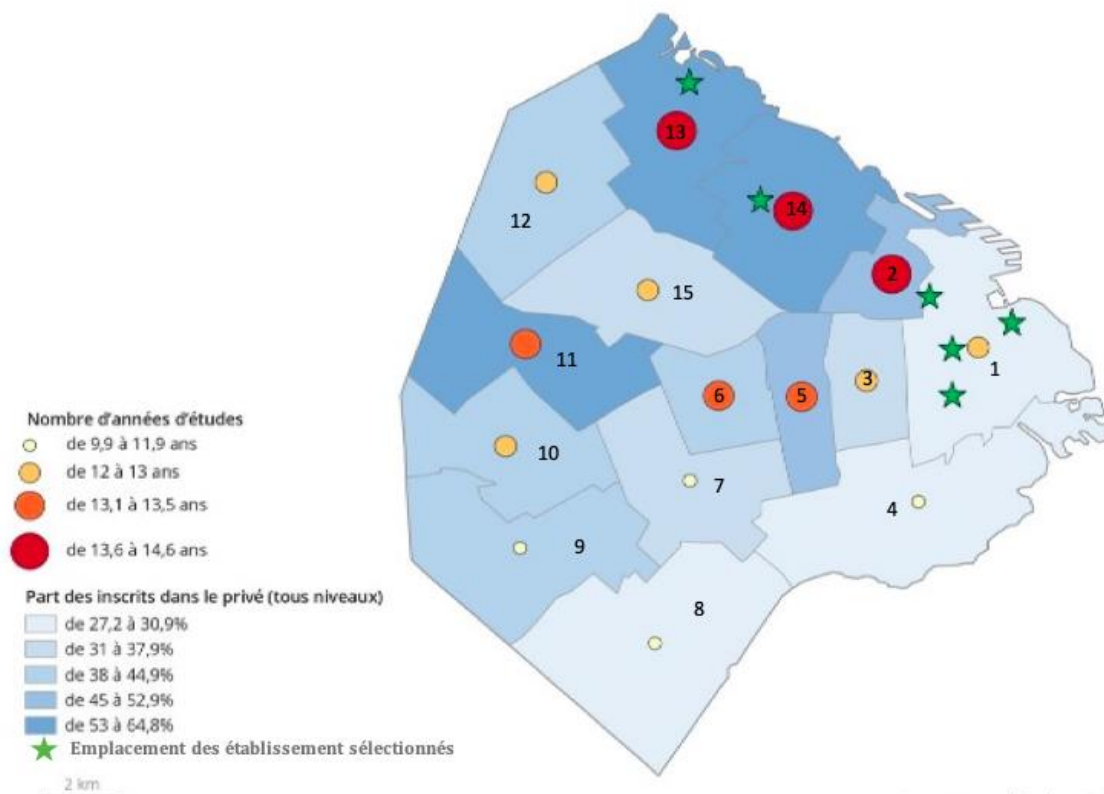
Les données utilisées pour la réalisation de la carte sont présentées plus bas dans le tableau 21. On observe une fracture spatiale très importante, qui est reproduite lorsque l'on utilise une variable quelconque, montrant les quartiers dont les populations ont le niveau socio-économique le plus élevé, et ceux dont les populations sont les plus marginales. Les communes

où près de 60 % de la population a terminé ses études supérieures sont les communes 13, 14 et 2. La commune 1, la plus accessible et la plus centrale, est celle qui accueille le plus grand nombre d'IES (25 %). Cependant, il est important de noter que les communes 13 et 14, avec un accès relativement restreint aux transports publics, accueillent près de 20 % des IES. Il est également frappant de constater que le pourcentage de personnes qui fréquentent une IESP est de 64 % dans la commune 13 et de 59 % dans la commune 14, tandis que dans la commune 1 (où il y a le plus d'IES), il est de 29,9 % ; la commune 2 a, elle, également un pourcentage élevé de 51,8 % d'étudiants inscrits dans le secteur privé.

Carte 1 : Nombre d'années d'études et proportions d'étudiants inscrits dans le secteur privé, par commune de Buenos Aires

Elaboration personnelle. Réalisation : E. Opigez, IRD-Ceped. Sources : *Dirección General de Estadística y Censos (2018) « Ministerio de Economía y Finanzas GCBA ». EAH. Dirección General de Estadística y Censos (2012) « Producto: Geográfico por comunas ». INDEC. Censo Nacional de Población, Hogares y Viviendas 2001 y 2010, cité dans INDEC (2012) « El INDEC difunde datos desagregados a nivel departamental y de partido ». Dirección General de Estadística y Censos (2014) « Principales indicadores educativos de la población residente en la Ciudad de Buenos Aires », Ministerio de Hacienda, EAH. Les chiffres représentent les communes.

Nombre moyen d'années d'études de la population, par communes à Buenos Aires



Source Xxxx - réalisation : E. Opigez, IRD-Ceped

Comme le montre le tableau 21, des indicateurs tels que l'acquisition de services domestiques privés ou l'accès à un ordinateur, sans être liés à l'éducation, montrent que les communes 13 et 14 sont celles qui contractent le plus ces services et où l'accès aux ordinateurs est le plus important (79 % et 80 %).

En fonction de la première variable, une fracture géographique très importante sépare les individus selon la zone où ils vivent dans la ville de Buenos Aires (CABA). Ainsi, 47,3 % des jeunes de 18 à 24 ans de l'agglomération CABA fréquentent un établissement d'enseignement, et 39,2 % sont inscrits à l'université. Dans le Grand Mendoza, 29,4 % sont inscrits dans un établissement quelconque, dont seulement 23,6 % à l'université. Il est important de mentionner que « à mesure que la taille de l'agglomération [ville] augmente, le poids de l'université se renforce » (Piovani et Salvia, 2018 : 237).

Tableau 21 - Données pour la cartographie des inégalités par commune de Buenos Aires (CABA) en 2018

Élaboration personnelle. Sources : *Dirección General de Estadística y Censos (2018) « Ministerio de Economía y Finanzas GCBA ». EAH **Dirección General de Estadística y Censos (2012) « Producto: Geográfico por comunas » *** INDEC. Censo Nacional de Población, Hogares y Viviendas 2001 y 2010, cité dans INDEC (2012) « El INDEC difunde datos desagregados a nivel departamental y de partido ». ****Dirección General de Estadística y Censos (2014) « Principales indicadores educativos de la población residente en la Ciudad de Buenos Aires », Ministerio de Hacienda, EAH.

COMMUNE	REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION AGE DE 25 ANS ET PLUS PAR NIVEAU D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ATTEINT PAR COMMUNE. VILLE DE BUENOS AIRES (CABA *)			IES***	REPARTITION (EN %) DE LA POPULATION FREQUENTANT UN ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PAR COMMUNE****		MENAGES PRIVES EMPLOYANT DES SERVICES DOMESTIQUES**	POURCENTAGE DES MENAGES DISPOSANT D'UN ORDINATEUR ***	
	Études non terminées	Études terminées	%		Public	Privé		%	2001
1	19,1	31,9	25 %	70,1	29,9	7 %	34	60	
2	16,6	59,9	11 %	48,2	51,8	11 %	52	79	
3	22,2	34,4	7 %	65,7	34,3	6 %	33	62	
4	13,4	18,3	4 %	72,3	27,7	4 %	27	54	
5	23,6	41,2	4 %	48,8	51,2	6 %	38	67	
6	21,1	49,6	4 %	55,9	44,1	8 %	47	75	
7	21,0	32,7	4 %	68,7	31,3	6 %	36	61	
8	9,7	14,4	3 %	72,8	27,2	2 %	22	44	
9	16,7	26,7	3 %	59,7	40,3	4 %	32	60	
10	23,0	31,0	3 %	56,9	43,1	5 %	36	65	
11	19,6	37,7	5 %	45,7	54,3	6 %	39	69	
12	22,8	43,3	4 %	55,1	44,9	6 %	42	75	
13	18,9	58,9	13 %	35,2	64,8	13 %	54	79	
14	19,8	60,3	7 %	40,9	59,1	13 %	55	80	
15	17,3	42,0	3 %	66,2	33,8	6 %	40	69	

4. (Re)production ou réduction des inégalités par les IESP

Nous avons précédemment abordé de nombreux facteurs conditionnant l'accès à l'enseignement supérieur et l'inscription dans ses différentes institutions, publiques et privées. Le parcours scolaire dans l'enseignement secondaire, l'origine sociale des étudiants, les parcours scolaires des parents, ou encore la ségrégation de l'espace social et éducatif sont particulièrement importants à ce titre.

Comme nous l'a dit un enseignant, « *les secteurs les plus défavorisés doivent envoyer leurs enfants dans des écoles où il y a moins de classes* ». C'est là que ces secteurs finissent par se développer. Un étudiant ajoute : il faut « *payer pour avoir des cours* ». C'est là qu'apparaît un paradoxe : « *le secteur privé finit par être celui qui a la possibilité d'offrir quelque chose de plus précieux aux pauvres [classes] et, curieusement, ce sont eux qui en ont le plus besoin* ». Le secteur privé se développe, non seulement pour satisfaire la demande, parfois de milieux sociaux qui ont un faible capital scolaire, mais aussi pour capter les personnes au fort capital scolaire, et non défavorisées. Cela rend le secteur privé très composite. Revenons brièvement sur cette dimension avant d'aborder le rôle des institutions privées face aux inégalités.

4.1. Caractérisation synthétique du secteur privé, sur la base des monographies

Le secteur privé de l'enseignement supérieur présente une hétérogénéité qui ne peut donner lieu à des généralisations. Une directrice d'établissement stipule : « *Il est impossible de dire que le public ne fonctionne pas mais est excellent, ou que le privé fonctionne mais est médiocre. Vous pouvez le constater sur le marché du travail, et il y a les deux. Le marché régule l'enseignement supérieur et les profils de gestion des deux secteurs s'y adaptent* » (GO).

Toutefois, il est possible d'observer que le cas argentin se différencie de ses homologues latino-américains. En effet, depuis la loi concernant le secteur privé d'enseignement supérieur (mentionnée ci-dessus), les institutions privées doivent se conformer aux normes de qualité et aux exigences du CONEAU, qui est chargé de réaliser des évaluations externes, de recommander l'accréditation de projets institutionnels, d'accréditer les carrières considérées comme d'intérêt public et toutes les carrières de troisième cycle, et de recommander la reconnaissance des entités privées d'évaluation et d'accréditation.

Selon Barsky et Coregia (2017), le cas argentin se différencie des autres modèles d'« *absorption de la demande* ». Selon Rabossi, c'est une demande « *sérieuse* », les IESP absorbent la demande, certes, mais étant donné les exigences des évaluations qu'elles doivent subir de la part de la CONEAU, peu d'institutions perdent leur accréditation ou ont une mauvaise réputation (In Barsky et Coregia, 2017 : 43), ce qui est le cas d'autres pays latino-américains. Cela garantit un système de qualité supérieure, même si cela ne signifie pas moins d'inégalités. Pour Barsky et Coregia (2017: 44), il existe 4 types d'institutions, restituées dans le tableau 22, et liées à nos clusters.

Tableau 22 : Catégorisation des IESP en fonction de l'importance de la recherche

Source : Élaboration personnelle d'après Barsky et Coregia, 2017 et les informations du projet ESPI Argentine.

CLASSIFICATION DE BARSKY ET DE COREGIA	CLUSTER
UNIVERSITES DE RECHERCHE	1
DES UNIVERSITES DONT LES ACTIVITES DE RECHERCHE SE DEVELOPPENT ET SE CONSOLIDENT	2
DES UNIVERSITES AUX STRATEGIES ERRATIQUES DANS LA DEFINITION DES POLITIQUES DE RECHERCHE	2 et 3
UNIVERSITES PEU PRIORITAIRES POUR LA RECHERCHE	3

La typologie des IESP proposée par Balán et García de Fanelli (1997) est particulièrement remarquable :

- Universités privées consolidées ou d'élite
 - Programmes dans au moins trois domaines. Plus de 1 500 étudiants
 - Une partie du personnel enseignant à plein temps
 - Infrastructure et vocation académique
 - Politiques d'admission restrictives
 - 70 à 90 % des ressources proviennent des frais de scolarité
 - Dons du secteur privé - Bâtiments/Laboratoires
- Instituts isolés
 - Totalement dépendants des frais d'études
 - Formation professionnelle
 - Étudiants -- insertion rapide sur le marché du travail²³.

En fait, selon les informations collectées lors du travail de terrain, cette différence n'est pas évidente dans la perception de la population. Plusieurs étudiants ont déclaré lors des enquêtes qu'ils avaient choisi telle ou telle institution en raison d'une exigence faible de leur part (en général du cluster 2) ou vice-versa, parce qu'ils allaient être confrontés à des professeurs à l'avant-garde des techniques de recherche et avec des lectures en anglais (en général, des étudiants du cluster 1). Les étudiants reconnaissent également qu'il existe certaines institutions qui ont un niveau peu exigeant (Cluster 2, UAI et USAL) et que certaines dispensent une formation beaucoup plus pratique et professionnelle, liée à une insertion professionnelle rapide et efficace (Cluster 3, ESEADE et FUC).

Pour notre échantillon, le tableau 23 montre quelle est l'importance que chaque institution octroie à des études après la licence, c'est-à-dire Master et Doctorat. Cela montre le degré et la capacité d'approfondissement de chaque institution dans le domaine de la recherche pour encadrer des thèses et diplômé ses étudiants et donc, d'avoir l'accréditation de la CONEAU.

²³ Balán et García de Fanelli (1997).

Il est également important de mentionner que les institutions du cluster 1 (consolidées/élites pour couches supérieures et moyennes supérieures) s'occupent d'offrir aux étudiants une formation après la licence, ce qui n'est pas le cas des institutions du cluster 3. Le cluster 2 est mitigé et il est nécessaire de regarder ce qu'il en est pour chaque institution (Tableau 23).

Tableau 23 : Accréditation et diplômes de troisième cycle des IESP enquêtées

Source : Élaboration personnelle avec les informations du CONEAU.

IESP	CLUSTER	ACCREDITATION CONEAU	NOMBRE DE MASTERS OU DOCTORATS ACCREDITES PAR LA CONEAU
UTDT	1	Définitif	19 Masters / 3 Doctorats
ITBA	1	Définitif	6 Masters / 2 Doctorats
IAU	2	Définitif	6 Masters / 2 Doctorats
USAL	2	Définitif	30 Masters / 12 Doctorats
ESEADE	3	Provisoire	4 Masters / 1 Doctorat
FUC	3	Définitif	0 Master / 0 Doctorat

4.1.1. Stratégies des Institutions d'Enseignement Supérieur pour attirer les étudiants et se positionner

Parmi les stratégies mobilisées par les IES pour attirer les étudiants, nous choisirons de les distinguer selon chaque groupe (cluster), puisque chacun d'entre eux s'adresse à un public particulier. Dans cette section, nous analyserons les IES privées sur la base du travail bibliographique, en le reliant autant que possible à notre échantillon d'IESP et aux entretiens semi-directifs réalisés sur le terrain.

Signalons avant tout des représentations différenciées de l'essor du secteur privé : certains considèrent que « *quand on gagne des étudiants, on fait quelque chose de bien. Bien que, dans le domaine de la recherche, le privé soit encore loin derrière ; il n'y en a que 10 (IESP) sur les 60 qui font de la recherche* » (GO). D'autres acteurs pensent au contraire que « *l'explosion des inscriptions privées est le désespoir des secteurs moyens inférieurs, pour obtenir le minimum de normalité qui leur permettrait de planifier la vie de leurs enfants* » (JR). Cela démontre la dichotomie analytique qui peut être faite au sujet des profils des IESP.

D'autres stratégies de recrutement sont en lien avec la croyance religieuse. Certaines IES confessionnelles situées dans les provinces éloignées (les Universités catholiques citées précédemment) ont comme stratégie d'attirer les familles traditionnelles, qui cherchent à donner à leurs enfants une éducation en lien avec certaines valeurs conservatrices. Par exemple, l'*Universidad Catolica de Tucuman* (Cluster 2).

Par ailleurs, certaines institutions visent tout simplement des milieux socio-économiques moyens qui souhaitent continuer avec une petite ou moyenne entreprise familiale. Ceux-là sont attirés par des institutions comme l'*Universidad Argentina de la Empresa* (cluster 2) ou le *Centro de Estudios Macroeconomicos de Argentina* (cluster 2).

D'autres filières, notamment la santé, attirent les étudiants parce qu'elles leur permettent d'avoir accès à des outils et à de l'équipement de pointe, ce pourquoi certaines familles s'engagent à payer une formation privée coûteuse (*Universidad Austral, San Andrés* ou *Favaloro*, cluster 1).

Certaines institutions offrent aussi des formations virtuelles ; bien que ce soit les institutions qui connaissent la plus grande croissance de nouveaux revenus sur le marché de l'éducation (de 3 879 étudiants en 2004 à 49 949 en 2013), elles continuent à être perçues négativement par les étudiants et les professeurs (*Universidad Empresarial del Siglo 21*, cluster 2).

En termes de stratégies d'attraction d'étudiants et de positionnement dans le champ de l'enseignement supérieur, les établissements du cluster 1 (IESP consolidés/d'élite pour les couches supérieures et moyennes supérieures) sont ceux qui accordent une importance centrale à l'excellence de l'éducation et au lien avec le secteur productif. L'ancien professeur de l'une d'entre elles nous dit : « *Nous contactons les entreprises, les professeurs font des rencontres avec les entreprises, qui expriment leur besoin d'ingénieurs [diplômés de leur institution]* » (JR). Au sein du même cluster 1, le lien vers l'extérieur est patent : les échanges et les portes s'ouvrent pour que les étudiants, après leur diplôme, puissent être formés à l'étranger, principalement dans des universités anglo-saxonnes (la plupart des professeurs parmi les institutions sélectionnées du cluster 1 ont fait leurs études de premier cycle en Argentine et leurs doctorats à l'étranger). Les universités du Cluster 1 offrent par ailleurs deux types de bourses qui cherchent à retenir les étudiants à profil socio-économique défavorisé, mais qui font preuve d'excellence académique, ou des étudiants géographiquement éloignés, mais également de très bon niveau. Pour obtenir cette bourse, il est nécessaire, premièrement, d'obtenir l'une des trois premières moyennes et d'avoir étudié dans une école publique (jusqu'à 100 %) ; deuxièmement, de venir d'une école située à plus de 100 kilomètres de Buenos Aires et d'avoir une moyenne de 7/10. Cela peut faire penser que les institutions d'élite auraient la volonté de réduction des inégalités. Mais cette affirmation doit être nuancée car les étudiants bénéficiaires qui appartiennent à des secteurs défavorisés doivent avoir un niveau élevé.

Pour attirer les étudiants, les stratégies des institutions des clusters 2 (pour les couches moyennes – avec une plus grande orientation religieuse) et du cluster 3 (récemment créés pour les couches moyennes et moyennes inférieures – avec une prépondérance d'établissements universitaires) sont similaires, mais s'adressent à un public différent. D'après les entretiens réalisés, les principales raisons qui poussent les étudiants à les rejoindre sont les aménagements des emplois du temps qui leur permettent de travailler. Comme le dit Leticia Miras, « *en Argentine, nous avons des travailleurs qui étudient, pas des étudiants qui travaillent* ». Un membre du ministère déclare : « L'aménagement des horaires de travail est une variable de base, une expression très entendue » (GO). Les étudiants du Cluster 2 expliquent aussi leur choix des établissements par leur respect du programme d'études et parce que le diplôme est obtenu à temps, sans retard, comme c'est souvent le cas dans les établissements publics où

il faut en moyenne 4 à 8 ans pour obtenir un diplôme (Miguez, 2018). Un fonctionnaire du ministère a déclaré que, dans les institutions privées, il y a plus d'installations, mais « pas tellement des installations académiques, mais en termes de réalisation de la *formation qu'elles offrent aux étudiants, le diplôme s'obtient en temps et en heure* » (LM). Ces deux critères sont fondamentaux. En outre, on peut également considérer que les établissements privés d'enseignement supérieur « ne sont pas si chers, sont plus ordonnés, sont plus prévisibles, ont une attention plus personnalisée ». (GO)

En termes de différence entre les deux groupes, nous avons pu observer la reconnaissance et le prestige attachés aux institutions qui font partie du groupe 2. Celles du groupe 3 sont généralement inconnues, sont relativement petites et se concentrent sur des formations extrêmement spécifiques. Cependant, les étudiants du groupe 3 ont indiqué qu'ils se sentaient constamment accompagnés par les enseignants et que la proximité était la principale raison de rester dans cet établissement. Un enseignant déclare : « *L'avantage [du privé] c'est la taille des institutions. Le fait de pouvoir être en contact par WhatsApp avec mes 33 étudiants. Auparavant, à l'UBA [Université de Buenos Aires, d'Etat] j'avais 11 000 étudiants par semestre. Vu l'importance du soutien dont les étudiants ont besoin à cause de leur faible niveau économique, la taille est un critère qui finit par résoudre des problèmes sociaux.* » (JR).

Les arguments énoncés précédemment montrent que les logiques d'attraction diffèrent d'une IESP à l'autre. Certains étudiants nous déclarent viser des institutions à taille humaine, d'autres font référence à l'ordre et à la durée des études ou encore à la flexibilité des emplois du temps. D'autre part, certaines IESP ont pour stratégie de capter un public cherchant uniquement un diplôme, au détriment d'un niveau d'excellence (principalement les IESP des clusters 2 et 3). Enfin, nous avons vu que certaines institutions ciblent principalement des étudiants des secteurs les plus privilégiés et ont des coûts élevés. Ces stratégies fortifient bien sûr les inégalités en ségrégant des étudiants dotés de capital culturel, social et économique, plutôt qu'elles ne les réduisent et ne rapprochent les différentes strates.

4.1.2. Porosité entre secteurs public et privé

L'une des particularités du système éducatif argentin est la porosité du secteur public et privé d'enseignement supérieur, tant au niveau du personnel enseignant que des étudiants. D'après nos entretiens, les étudiants du cluster 2 hésitent entre universités publiques et institutions privées. Quant aux enseignants, il est fréquent qu'ils travaillent dans un établissement public et dans plusieurs établissements privés, ceci parce que, comme l'a dit un enseignant, « *les crises politico-financières successives* » (OB) nécessitent de trouver des ressources complémentaires. En général, les enseignants des groupes 3 et 2 travaillent dans plus de deux IESP (ceux du groupe 1 sont plus stables dans leur institution). Ils peuvent être membres du CONICET (CNRS argentin) tout en ayant un poste d'enseignant dans une institution privée.

Comme nous l'avons dit, les IESP en Argentine sont à but non lucratif. Conformément à la loi LES, les institutions universitaires privées doivent avoir un statut juridique d'association ou de fondation civile. Dans le cas des universités/instituts gérés par le secteur privé, Barsky et Corengia (2017) soulignent que « Depuis leur création, les universités privées ont été financées essentiel-

lement par les frais de scolarité de leurs étudiants » (Barsky et Corengia, 2017 : 39). Il faut cependant prendre cette affirmation avec précaution, car, comme on nous l'a dit, « *le non profit n'est pas vrai à 100 %, c'est un label réglementaire* » (GO). Un professeur rappelle ainsi que « *certaines [institutions privées d'enseignement supérieur] sont strictement académiques, d'autres sont des entreprises et d'autres encore sont des institutions de masse* » (OB). C'est pourquoi, selon l'article 2 de la loi sur l'enseignement supérieur, L'État national est responsable du financement, de la supervision et du contrôle des universités nationales, ainsi que de la supervision et du contrôle des universités privées. Les provinces et la ville autonome de Buenos Aires sont responsables du financement, de la supervision et du contrôle des établissements d'enseignement supérieur publics et des universités provinciales, le cas échéant, dans leurs juridictions respectives.

4.1.3. L'importance du secteur de la production et des entreprises

Dans le cadre des multiples entretiens que nous avons réalisés, l'insertion professionnelle après la sortie de l'établissement d'enseignement est un élément clef du choix du secteur privé par les étudiants. Les IES privées construiraient « *de meilleures passerelles vers l'emploi, elles permettent l'accès au marché du travail* ». Dans une autre interview, un professeur estimait que, dans les établissements privés, « *il y a un capteur mis sur le marché du travail. Les classes supérieures le savent et l'apprécient, mais les classes inférieures non seulement ne le savent pas et ne l'apprécient pas, mais en ont besoin* » (JR).

Dans le cadre de leurs stratégies d'attraction des étudiants, les IESP font en général un effort important en faveur de l'insertion professionnelle. Les institutions des Clusters 1 et 2 manifestent une attention permanente et disposent d'un personnel pédagogique (psychologique et académique) pour l'accompagnement des étudiants jusqu'au terme de leur parcours universitaire. Cela permet d'avoir un taux de sortie plus élevé que dans les établissements publics (35 % face à 20 % dans le public), bien que cela varie beaucoup entre institutions. L'UTDT dispose par exemple d'un personnel qui assiste principalement les étudiants (trois travailleurs sociaux), car ce sont eux qui ont le plus besoin de ce service. Cette stratégie peut renvoyer à un intérêt de l'institution même : conserver leur taux de sortie et rentabiliser leur investissement sur un étudiant qui va finir ses études.

Attirer, maintenir et empêcher les étudiants d'abandonner leurs études fait partie de la logique de survie de l'IESP. Dans le cas contraire, une diminution des ressources économiques peut entraîner la fermeture de l'institution. Dans notre groupe 2 d'IESP, l'USAL dispose d'un département entier qui suit l'insertion professionnelle de ses anciens élèves. L'une de nos institutions enquêtées dit même que « *les personnes que nous accueillons sont réintégrées dans un cercle professionnel privilégié* » (OB). Cette situation est inexistante dans les IES publiques, qui ont des taux élevés de recrutement d'étudiants, mais des taux de diplomation extrêmement faibles, de l'ordre de 20 % de réussite (Fernandez, 2018 : 29), contre « *35 % pour les privées* » (OB). Selon Barsky et al (2007 : 316), il y aurait une corrélation entre rendement académique et stratégies d'admission. Les IESP qui agissent en faveur d'une amélioration de leurs niveaux et d'une augmentation de leur sélection d'étudiants ont un taux de réussite plus élevé que celles qui offrent un accès direct aux étudiants. Une nuance semble cependant devoir être apportée : l'insertion

professionnelle est, en effet, fortement déterminée par les filières d'emploi, mais aussi, en certains cas, par l'appartenance préalable à des réseaux : « *en économie ou en droit, à moins d'être le fils d'une personne qui a déjà une fonction, la vérité est qu'il est très difficile d'être intégré* » (GO). Comme le déclare un enseignant d'un établissement privé, il faut « *analyser les entrées et les sorties, la quantité qui entre et celle qui sort [au niveau de des institutions publiques], le nombre d'étudiants qui décident, après deux semaines de ne pas continuer parce que ce n'est pas pour eux, que c'est mal, c'est nous qui échouons* » (FS).

Nos enquêtes nous ont permis de discerner des logiques d'insertion professionnelles en lien avec des secteurs particuliers de l'emploi. Des Universités de faible et moyenne qualité (Cluster 2 et 3) réussissent par exemple à recruter des étudiants parce qu'elles offrent des débouchés sur le marché local du travail, comme celles qui offrent des ponts dans des secteurs très spécialisés, comme l'*Universidad del Cine* (FUC) en lien avec des producteurs de films et l'ESEADE avec des entreprises qui partagent leurs valeurs économiques.

4.2. Représentations des inégalités dans le secteur de l'éducation et production de conditions inégales de mobilité sociale

L'éducation joue un double rôle dans le processus de stratification sociale et de mobilité. D'une part, elle peut être un vecteur de mobilité sociale ascendante. D'autre part, elle peut conduire à la reproduction de l'inégalité sociale entre les générations. A cet égard, il est important d'analyser l'incidence du niveau de scolarité atteint sur la première insertion professionnelle sur le marché du travail. En termes de stratification et d'inégalité sociales, le premier emploi a un impact sur la trajectoire professionnelle puisque la position hiérarchique de la première profession influence de manière significative les possibilités de mobilité professionnelle ascendante (Shavit et Müller, 1998).

Le graphique 4 présente la répartition en pourcentage de la première insertion professionnelle mesurée par la Classification internationale type des professions de l'OIT (groupes CITP-OIT) selon le niveau de scolarité. La variable du niveau de scolarité comporte deux catégories principales : i) l'enseignement secondaire complet \leq , et ii) l'enseignement supérieur, en distinguant les secteurs public et privé.

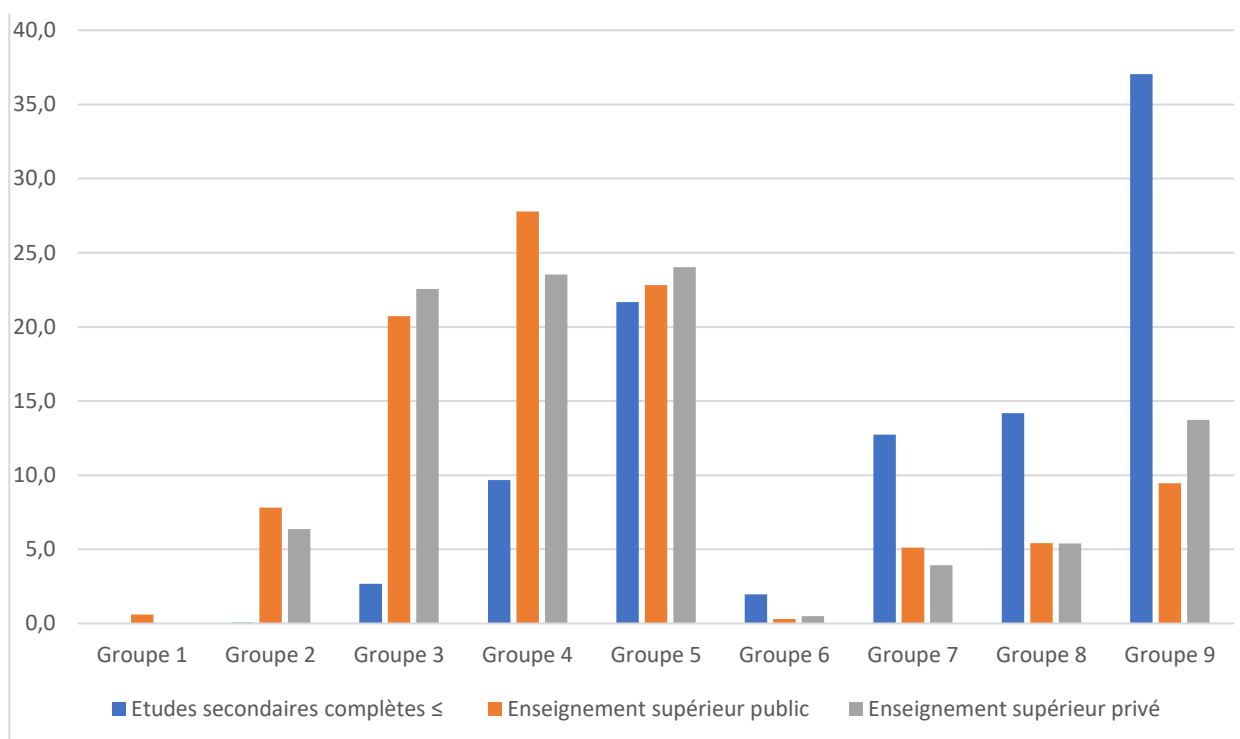
La première insertion professionnelle sur le marché du travail est fortement associée au niveau d'études. D'une manière générale, l'on observe que ceux qui appartiennent aux groupes 2 et 4 sont davantage issus de l'enseignement supérieur public. Par contre, les catégories 3, 5 et 9 ont davantage suivi des études dans le privé, qui représenteraient un léger avantage comparatif. Cependant, il est possible d'observer que les groupes 2, 3 et 4 (groupe 2 de la CITP-OIT « Professionnels scientifiques et intellectuels », groupe 3 « Techniciens professionnels de niveau moyen » et groupe 4 « Employés de bureau ») ont une insertion professionnelle dans des secteurs où les études (privées et publiques) sont valorisées.

Plus précisément, dans le cas de l'enseignement supérieur privé, on observe une plus grande concentration dans le groupe 3 « Techniciens professionnels de niveau intermédiaire » – par exemple, les techniciens et les professionnels de niveau intermédiaire en sciences physiques et

chimiques, les professionnels de niveau intermédiaire en médecine et santé, les enseignants et instructeurs de niveau intermédiaire, etc. En revanche, ceux qui ont tout au plus réussi à terminer leurs études secondaires ont tendance à entrer dans des catégories professionnelles manuelles peu qualifiées (groupe 9 CITP-OIT « Travailleurs non qualifiés ») – par exemple les vendeurs de rue, les travailleurs domestiques, etc. Tout cela pose la question du rapport entre 1) le type d'IESP ; 2) les carrières disciplinaires suivies et 3) les secteurs professionnels d'insertion.

Graphique 4 : Distribution de la première insertion professionnelle (groupes CITP-BIT) selon la scolarité et le secteur d'enseignement, pour les individus âgés de 25 à 64 ans (en %)

Source : Élaboration propre basée sur l'enquête sur la stratification et la mobilité sociale en Argentine 2007-08 (n=3313) (CEDOP-UBA).



Note 1 : Les Établissements d'enseignement comprennent l'enseignement supérieur tertiaire et universitaire.

Note 2 : Groupe 1 « Membres des organes exécutifs et législatifs et hauts fonctionnaires de l'administration publique et des entreprises », Groupe 2 « Professions scientifiques et intellectuelles », Groupe 3 « Techniciens professionnels de niveau intermédiaire », Groupe 4 « Employés de bureau », Groupe 5 « Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché », Groupe 6 « Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche », Groupe 7 « Artisans et ouvriers assimilés », Groupe 8 « Conducteurs d'installations et de machines et monteurs » et Groupe 9 « Ouvriers non qualifiés ».

L'une des dimensions de l'insertion professionnelle et de la mobilité sociale par l'emploi obtenu est aussi liée à la manière dont les principaux acteurs concernés se la représentent. Dans quelle mesure la scolarisation influence-t-elle donc l'auto-perception de la position sociale atteinte dans la société ?

Comme le montre le tableau 24 suivant, le niveau de scolarité influence l'auto-perception de la position sociale. Par exemple, les personnes ayant suivi des études supérieures publiques et privées ne se trouveraient pas au bas de l'échelle sociale (notes 1 et 2). En revanche, environ 6 personnes sur 10 ayant suivi un enseignement supérieur public et privé se situent dans les secteurs moyens supérieurs de l'échelle sociale (notes 6, 7 et 8) – 62,9 % pour l'enseignement supérieur public et 59,6 % pour l'enseignement supérieur privé.

Tableau 24 : Auto-perception de la position sociale selon la scolarité (secondaire complet \leq vs. enseignement supérieur public et privé), personnes entre 25 et 64 ans (en %).

Source : Élaboration propre basée sur l'enquête sur la stratification et la mobilité sociale en Argentine 2007-08 (n=3313) (CEDOP-UBA)

« Dans notre société, il y a des groupes qui ont tendance à être au sommet et d'autres qui ont tendance à être au bas de l'échelle. Sur l'échelle sous mentionnée, du plus bas au plus haut, où vous situeriez-vous ? »

LE PLUS BAS		Études secondaires terminées \leq	Enseignement Supérieur (ES)	
			Public	Privé
	1	4.4	0.1	0.0
	2	4.0	0.4	0.5
	3	8.6	2.3	4.1
	4	13.2	9.0	6.4
	5	30.8	22.9	27.5
	6	17.2	27.4	21.1
	7	13.4	22.6	25.2
	8	6.3	12.9	13.3
	9	1.4	1.7	1.8
LE PLUS HAUT	10	0.7	0.7	0.0

Note : ES comprend l'enseignement supérieur et l'université.

La description ci-dessus donne un aperçu de l'effet du niveau de scolarité atteint, en particulier de la participation à l'enseignement supérieur public et privé, sur l'auto-perception de la position sociale. Les étudiants des IES perçoivent-ils l'éducation comme un canal de mobilité sociale ascendante ? Pour répondre à la question posée, nous recourons à quelques extraits d'entretiens appliqués aux étudiants des IESP, distingués par leur cluster d'appartenance (groupe 1 « IESP consolidés/élite pour les couches supérieures et moyennes supérieures », groupe 2 « IESP pour les couches moyennes – avec une plus grande orientation religieuse » et groupe 3 « IESP récemment créés pour les couches moyennes et moyennes inférieures – avec une prépondérance d'établissements universitaires »).

Pour les étudiants des universités du groupe 1, l'établissement bénéficie d'une reconnaissance sociale basée sur le niveau académique : « (...) *Je me suis renseigné sur les universités, sur le prestige et j'ai parlé à mes professeurs de lycée. Puis j'ai commencé à en voir plusieurs privées, à voir où elles étaient ... et j'ai fini par trouver l'UTDT ; après avoir vu d'autres facultés, je me suis rendu compte que la meilleure de toutes était celle-ci* ». Il poursuit : « *Ils ont des professeurs très compétents. Je lis toujours le programme avant de commencer un cours car la faculté a une section du programme de chaque professeur. Et je vois en quelque sorte... des papiers interminables d'études, de recherches, de pays où ils ont vécu, de livres... comme s'ils avaient généralement ce profil complexe, très académique* » (étudiant en sciences politiques et gouvernement, UTDT) (Tableau 25).

Le diplôme obtenu dans ce type d'institutions (groupe 1) bénéficie d'un prestige académique et d'une valeur sociale différenciée pour l'insertion sur le marché du travail – en particulier dans les emplois formels. A la question « Quelle valeur donnez-vous au diplôme que vous allez obtenir ? », un étudiant nous a répondu : « *Très élevé dans mon cas. Parce que je vais avoir un diplôme alors que je suis très jeune. Je vais avoir 22 ans. Et aussi à cause de l'université dans laquelle je suis, qui est une université très prestigieuse et très importante* ». Et lorsqu'on demande aux étudiants s'ils pensent que ce titre augmentera leurs chances de réussite professionnelle, l'un d'eux répond : « *oui, c'est sûr. Je sais que sans diplôme, on ne fait rien. C'est la base... Je vais vérifier le programme des études supérieures [« posgrado », après licence] plus tard* ». Ensuite, quand on lui demande quel serait le différentiel du diplôme de l'UTDT, il nous a répondu : « *Je pense que l'endroit lui-même, comme le nom de l'école... À cause de la façon dont ça se passe dans la faculté, les matières, les professeurs, tout. Le nom UTDT est très répandu. Quand j'ai fait le stage à la mairie de Buenos Aires... ils disent qu'ils prennent généralement des gens de l'UTDT et de l'UBA, mais pas d'autres. Je pense que le marché du travail est très compétitif et que ce diplôme universitaire est toujours une garantie* » (étudiant en sciences politiques et gouvernementales, UTDT).

Enfin, un diplôme universitaire peut consolider les positions de classe et/ou accroître les possibilités de mobilité sociale ascendante : « *En ce qui concerne ma sœur et moi, je pense que mes parents sont très conscients de... l'éducation, comme vecteur social ascendant. Ils veulent que ma sœur et moi nous concentrons sur l'éducation en premier lieu, mes parents me soutiennent, ils me disent "tu vas te concentrer sur l'école, on te donnera le reste, mais maintenant tu vas étudier", et cela a toujours été le cas* » (étudiant en sciences politiques et gouvernement, UTDT).

Tableau 25 : Perception de l'éducation en tant que vecteur de mobilité sociale ascendante pour les étudiants des IESP – selon trois profils institutionnels

Source : Élaboration personnelle

DIMENSION	TYPE DE IESP/ PROFIL INSTITUTIONNEL		
PERCEPTION DE L'ÉDUCATION COMME VECTEUR DE MOBILITÉ ASCENDANTE	Groupe 1 "IESP consolidées/ élite pour les classes moyennes et supérieures	Groupe 2 "IESP pour les classes moyennes – avec une orientation surtout religieuse"	Groupe 3 "IESP de création récente pour les classes moyennes et inférieures - avec prépondérance d'instituts universitaires
	L'institution et le diplôme ont une reconnaissance sociale et académique	Le diplôme facilite l'insertion professionnelle	Transition de formation technique à licence et pont vers le marché du travail
	Cela peut faciliter l'accès au marché du travail	Cela donne une meilleure position sur le marché du travail actuel à mobilité intergénérationnelle	Meilleure position sur le marché du travail actuel à mobilité intergénérationnelle
	Cela peut consolider des positions dans la structure sociale et la mobilité sociale ascendante	*Espérances de mobilité sociale limitées par le contexte	*Espérances de mobilité sociale ascendante à changements socio-culturels

Pour les étudiants des couches moyennes (Cluster 2), le diplôme universitaire est désormais une condition préalable à l'entrée sur le marché du travail : *« C'est la maternelle, le primaire, le secondaire, l'université ... c'est l'université telle ou telle. La situation n'est plus comme avant, quand on pouvait obtenir un emploi sans étudier à l'université, maintenant le diplôme universitaire est le minimum »* (étudiant en relations internationales, 1ère année, UAI). De plus, pour les étudiants en cours d'études, l'université pourrait offrir une promotion professionnelle, donc une mobilité intergénérationnelle ascendante : *« (...) Et avoir le diplôme au début, du moins pour moi c'est utile parce qu'il y a... voyons, dans mon travail il y a un système de promotions et jusqu'à un certain point vous pouvez être sans diplôme, jusqu'à un certain point, jusqu'à un certain rang vous avez déjà besoin du diplôme »* (étudiant en relations internationales - 4^e année-, UAI).

Si les étudiants des IESP du second groupe peuvent percevoir l'enseignement supérieur comme un mécanisme de promotion sociale, ils reconnaissent également que les possibilités structurelles de mobilité sociale sont limitées dans des contextes sociaux particuliers (par exemple, les crises socio-économiques). À cet égard, un étudiant de 1ère année en relations internationales de l'UAI se compare à la position sociale de sa famille d'origine et fait remarquer : *« Je vais avoir une position sociale un peu plus élevée et c'est la lecture qu'on nous dit toujours à la maison. La famille... du côté de ma mère, ils ont échappé à la Seconde Guerre mondiale et ils sont arrivés ici avec... disons une position très basse sur l'échelle sociale. Alors je suppose qu'en étudiant à l'université, je suis aussi à une position plus... enfin, par rapport à l'histoire de notre famille... »* (étudiant en relations internationales - 1ère année -, UAI).

Cependant, la diminution des opportunités d'emploi en contextes de crise socio-économique limitent la mobilité sociale ascendante aux yeux des étudiants, et s'exercerait au détriment des lauréats de certaines filières, en particulier de sciences humaines et sociales : « *En temps de crise* [crise économique à partir de 2018, sous le gouvernement Mauricio Macri, 2015-2019], il est difficile de trouver un emploi. Je pense que les carrières en sciences sociales sont super difficiles, super difficiles pour le marché du travail, parce que beaucoup de travail de consultant est fait, comme des rapports techniques, mais maintenant qu'il y a une crise, je pense que ce n'est plus une priorité » (USAL, étudiant diplômé en relations internationales). Ce risque est sans doute plus grand pour les étudiants des IESP du 2^{ème} profil.

Enfin, pour les étudiants des institutions privées du groupe 3 (« Établissements d'enseignement supérieur récemment créés pour les classes moyennes et moyennes inférieures – avec une prépondérance d'établissements universitaires »), l'entrée dans l'enseignement supérieur a une incidence significative sur leur trajectoire scolaire et professionnelle. Tout d'abord, une telle trajectoire peut constituer une transition entre le niveau du premier cycle (technique) et celui du deuxième cycle (licence) qui permettrait d'accéder à des emplois exigeant un niveau de qualification plus élevé. Deuxièmement, pour les étudiants travailleurs, le diplôme de licence ou de master peut enclencher une mobilité sociale ascendante, en particulier pour les enfants de familles à faible capital culturel : « [à propos du diplôme] *je pense que c'est une clé qui ouvre des portes. Le titre vous permet de vous insérer beaucoup plus sur le marché du travail. Je me consacre maintenant à la gestion et à la planification de projets* » (étudiant en administration des affaires, ESEADE). En ce qui concerne les possibilités de mobilité sociale ascendante, les changements socioculturels par rapport à leurs familles d'origine ressortent : « (...) *ce sont des gens qui ne sont pas... c'est moche ce que je vais dire, mais c'est comme cette classe moyenne qui... que leur consommation culturelle est comme..., c'est-à-dire... ils vont au cinéma. Ce sont des gens qui... soudainement ne lisent plus autant de littérature pour pouvoir... je veux dire... rien, c'est moche ce que je dis, mais bon, pour moi, la bibliothèque familiale s'est tarie quand j'avais seize ans* » (diplômé du programme technique, baccalauréat en réalisation cinématographique, FUC).

Conclusion

Parmi les nombreux facteurs qui fragilisent les interactions sociales, le fait d'opter pour les services privés, et en conséquence de s'éloigner du public, contribue d'autant plus à creuser les inégalités entre les différentes couches sociales. Cette fracture est liée à l'inégale détention des capitaux économiques. Le secteur de l'éducation est une pierre angulaire de ce processus, et devrait servir de tampon pour que différents segments et couches socio-économiques coexistent dans les mêmes espaces. Cependant, comme on peut le constater, les classes supérieures, moyennes et moyennes supérieures ont choisi de s'éloigner du secteur public de l'éducation.

Ce texte a mis en évidence les particularités du cas éducatif argentin, à partir d'IESP sélectionnées de manière à obtenir un échantillon représentatif du secteur éducatif privé d'enseignement supérieur. Le recueil historique de sources a permis d'examiner la construction du système éducatif en Argentine, où les institutions d'enseignement privées débutent très tardivement – en comparaison avec le reste de l'Amérique Latine. Ces institutions sont à but non lucratif et doivent avoir une accréditation rigoureuse de la part de la CONEAU, ce qui les distingue des autres pays latino-américains.

Cependant, l'enseignement supérieur argentin comporte des dénominateurs communs avec d'autres pays, notamment en termes de croissance des inscriptions dans les établissements gérés par le secteur privé à partir des années 90. D'autre part, plus les coûts d'inscription et l'élitisme sont forts, plus les IESP deviennent des enclos impénétrables, visibles à la présence de gardiens et tourniquets qui témoignent d'une violence symbolique. Même si les institutions accordent des bourses, des fractures sociales demeurent entre les étudiants. Comme nous le relatait l'un d'eux : *« je vais bien, ils m'ont très bien traité il y a un an. Mais je suis ici depuis un an et je suis seule, je ne vais pas aux fêtes chez mes collègues, personne ne m'invite, je ne connais pas la maison, je n'ai pas ma place »*. Les particularités de la capitale culturelle ont incité l'étudiant à renoncer à la bourse et à retourner dans sa ville d'origine à l'intérieur du pays.

Le véritable défi reste le suivant : comment faire pour que les étudiants obtiennent leur diplôme si les programmes d'études ont été conçus pour les étudiants et non pour les étudiants-travailleurs (flexibilité d'emplois du temps, notamment) ? Comment le système éducatif peut-il réduire les inégalités ? Peut-il aider à promouvoir une mobilité sociale ? Est-ce qu'il doit opter pour accueillir le plus grand nombre d'étudiants ou être plutôt sélectif ? Comme l'a dit un chercheur, *« les inégalités ne se résolvent pas par l'Université. C'est par le biais des formations techniques (Tertiaires). L'université de masse n'est ni égalitaire, ni démocratique, ni n'approfondit l'égalité sociale. Cela doit être associé à d'autres niveaux de la société, mais ici ils vous ont dit que si vous n'êtes pas étudiant à l'université, vous n'existez pas... mon fils, ce médecin... »* (JR). Dans des publications récentes, Medeiros et al (2018, p. 13) ont conclu que *« l'éducation n'est pas une panacée pour lutter contre la pauvreté ou les inégalités »*. Le long terme (environ 3 décennies, voire un demi-siècle) est nécessaire pour apprécier les réformes, savoir si leur impact est positif en termes de réduction des inégalités, ou évaluer si d'autres types de politiques salariales, d'impôts et de transferts sociaux pourraient avoir un résultat plus rapide dans la distribution des bénéfices.

C'est pour cette raison, selon Tiramonti (2007, p 21-22), que les classes moyennes adoptent les comportements propres aux classes supérieures dans la perspective d'une mobilité sociale, et finissent par exprimer une distorsion entre leur groupe d'appartenance et celui auquel elles aspirent. C'est pourquoi, poursuit-il, « *le diplôme d'études supérieures en tant que laissez-passer pour accéder à de meilleures positions sociales était une opportunité offerte par le modèle d'intégration avec lequel l'élite dirigeante entendait maintenir sa domination, dans une société qui avait bloqué toutes les autres ressources du pouvoir* » (ibid.).

Nos recherches nous permettent ainsi de comprendre le premier problème de l'enseignement supérieur : le fossé du niveau éducatif que les étudiants ont hérité de leur scolarité passée (collège, lycée) et de leurs origines socio-économiques. Bien que le système d'enseignement supérieur ne soit pas responsable, il ne contribue pas à inverser cette dynamique. Kaplan et Piovani (2018, p 222) affirment en ce sens que « *malgré les progrès indéniables des taux de scolarisation, les inégalités anciennes et nouvelles continuent à se vérifier dans l'éducation argentine* ». C'est par l'école primaire publique que l'Argentine avait réussi à niveler les différences sociales en donnant une mobilité sociale en facilitant l'accès à l'éducation. La situation est aujourd'hui beaucoup plus complexe, avec des institutions d'enseignement supérieur publiques d'une taille incommensurable (à tous les niveaux) qui perdent de plus en plus d'étudiants. Et en contrepartie, un secteur privé qui, selon nos enquêtes de terrain, ne s'intéresse pas aux inégalités, mais à son propre fonctionnement et sa survie. En somme, les IESP augmentent plus les inégalités qu'elles ne les réduisent.

Bibliographie

Alcoba, M. (2014), La dimensión social del logro individual : desigualdad de oportunidades educativas y laborales en Argentina, México, FLACSO.

Balán, J., et García de Fanelli, A. (1997), El sector privado de la educación superior. Dans Rollin Kent (ed.) Los temas críticos de la educación superior en América Latina. Vol. 2 : Les années 1990. Expansion privée, évaluation et études de troisième cycle, Mexico, Fondo de Cultura Económica.

Barsky, O et Corengia, A. (2017), "La educación universitaria privada en argentina", Debate universitario, p. 31-37.

Barsky O, Sigal V et Davila, M. (2004), Les défis de l'université argentine. Buenos Aires : le 21e siècle.

Boudon, R. (1973), La desigualdad de oportunidades : la movilidad social en las sociedades industriales, Barcelona, Laia.

Breen, R., y Jonsson, J. O. (2005), Inequality of Opportunity in Comparative Perspective : Recherches récentes sur le niveau d'éducation et la mobilité sociale, Revue annuelle de sociologie, 31, p. 223-244.

Dalle, P., Boniolo, P., et Navarro-Cendejas, J. (2019), Effects of family social origin on educational achievement at the higher level in Argentina and Mexico. Caminos diferentes, desigualdades similares, Revista de educación y derecho, No. 19, pp. 1-28.

Del Bello, J.C ; Barsky, O., et Giménez, G. (2007), La universidad privada Argentina, Buenos Aires, Libros del Zorzal.

Doberti, J.I., et Gabay, G. (2016), La Universidad Pública y la Universidad Privada : Problemas Metodológicos en las Comparaciones, Document de travail n°1 année 7 de la Faculté des sciences économiques de l'Université de Buenos Aires. Disponible à l'adresse suivante <http://www.economicas.uba.ar/wpcontent/uploads/2016/01/Documento-Universidades-P%C3%BAlicas-Privadas1.pdf>

Dubet, F. (2011), Repenser la justice sociale. Contre le mythe de l'égalité des chances, Buenos Aires, Siglo XXI.

Dussel, I (2004), Inégalités sociales et scolaires en Argentine aujourd'hui Quelques réflexions et propositions. Argentine: FLACSO.

Ennis, H. et Porto, A. (2001), Igualdad de oportunidades e entrada a la universidad pública. Département d'économie, Université nationale de La Plata, document de travail n° 30

Feldfeber, M. (Comp.) (2003), The Senses of the Public. Réflexions dans le domaine de l'éducation. Existe-t-il un espace public non étatique ?, Noveduc, Buenos Aires.

Fernández Lamarra, N. et al, (2018), La Educación Superior Argentina : situación actual en el contexto regional, Saenz Peña : Universidad Nacional de Tres de Febrero.

Ganzeboom, Harry B. G. y Donald J. Treiman (1996), International Comparable Measures of Occupational Status for the 1988 International Standard Classification of Occupations, Social Science Research, vol. 25, num. 3, p. 201-239.

García de Fanelli, A. (2014), Social Inclusion in Argentina Higher Education : Indicators and Policies around Access and Graduation, Páginas de Educación, vol. 17, no. 2, pp. 1-28.

García de Fanelli, A., & Adrogué, C. (2019), Équité dans l'accès à l'enseignement supérieur et dans l'obtention du diplôme : réflexions du Cône Sud. Archives de l'analyse des politiques éducatives, 27(96).

Gérard, E. et PROJET ESPI (2019), Rapport d'exécution intermédiaire n°1. enseignement Supérieur Privé et Inégalités (ESPI) (1), Paris, AFD - Union Européenne, 542 p. <https://www.ceppep.org/fr/Projets/Projets-Axe-3/article/espi-enseignement-superieur-privé>

Germani, G. (1963), La movilidad social en Argentine. Dans S. Lipset et R. Bendix, Movilidad social en la sociedad industrial, Buenos Aires, Editorial Universitaria de Buenos Aires.

Gessaghi, V. (2016), La educación de la clase alta argentina : entre la herencia y el merito, Buenos Aires, Siglo XXI.

Jorrot, R. (2010), « Logros educacionales y movilidad educacional en Argentina », Desarrollo Económico 49 (196) : 573-604.

King, G., Keohane, R. O. et Verba, S. (2012), El diseño de la investigación social. La inferencia científica en los estudios cualitativos, Madrid, Alianza Editorial.

Levy, D. (1995), La educación superior y el estado en Latinoamérica. Centro de Estudios sobre la Universidad et FLACSO (México : Grupo Editorial Miguel Ángel Porrúa).

López, M., et Rodríguez, S. (2019), « Desigualdad de oportunidades educativas en México : evidencias en la educación media superior y superior », Lavboratorio, n° 29, p. 69-86.

Martín, J. F. et S. M. Montero (sans date), Structure et diplômes de l'enseignement supérieur en Argentine.

Medeiros, M, Barbosa, R. Carvalhaes, F. (2008), "Expansion de l'éducation, inégalité et pauvreté au Brésil" Réseau de recherche en sciences sociales

Palermo, A. (1998), « La participación de las mujeres en la universidad », La Aljaba. Deuxième époque, tome III, p. 94-110.

Piovani, J. I. et Salvia A. (2018). L'Argentine au XXIe siècle : Comment nous sommes, vivons et coexistons dans une société inégale : Enquête nationale sur la structure sociale, Buenos Aires : XXIe siècle.

Shavit, Y., y W. Müller (1998), The institutional embeddness of the stratification process : a comparative study of qualifications and occupations in thirteen countries. En Shavit Y. y Muller W. (eds.), From School to Work : A Comparative Study of Educational Qualifications and Occupational Destinations, Oxford, Clarendon.

Shavit, Yossi ; Yaish, Meir y Eyal Bar-Haim (2007), "The Persistence of Persistent Inequality" en Sherer, Stefani ; Polak, Reinhard ; Otte, Gunnar y Markus Gangl (eds.) From Origin to Destination. Tendances et mécanismes de la recherche sur la stratification sociale, Francfort-Nouvelle York : Campus Verlag, pp. 37-57.

Shavit, Y., Arum, R., y Gamoran, A. (Comp.) (2007), Stratification in Higher Education. A Comparative Study, Stanford, Stanford University Press.

Torche, F. (2010), « Cambio y persencia de la movilidad intergeneracional en México ». Dans : Julio Serrano Espinosa et Torche Florencia (eds.). La movilidad social au Mexique. Population, développement et croissance, Mexico : Centro de Estudios Espinosa e Yglesias.

Tiramonti G. (2005), « La reconfiguration de l'éducation au cours des soixante dernières années ». Ñ Magazine, Buenos Aires : Club de Cultura Socialista José Aricó.

Tiramonti, G. (2007). La toile de l'inégalité éducative : les récentes mutations du collège Buenos Aires : Manantial.

Tiramonti, G. Ziegler, S. Gessaghi, V. (2008), L'éducation de l'élite : Aspirations, stratégies et opportunités, Buenos Aires : Paidós.

Torrado, S. (1992), Estructura social de la Argentina 1945-1983, Buenos Aires, Ediciones de la Flor.

Tuñón I. et Halperin, V. (2010), « Inégalité sociale et perception de la qualité de l'offre éducative dans l'Argentine urbaine », Revista electrónica de investigación educativa, 12 (2)

Tuñón I (2011), « Las oportunidades educativas frente al bicentenario », Niñez y adolescencia en la Argentina Urbana en 2010, Buenos Aires: édition du Barómetro de la deuda social de la infancia.

Annexes

Annexe 1 : Répartition des IESP en Argentine par cluster

CLUSTER	INSTITUTION
1	Institut de technologie de Buenos Aires
	Institut universitaire CEMIC
	Université adventiste d'El Plata
	Université Austral
	Université Favaloro
	Université Torcuato Di Tella
	Université de Palerme
	Université de San Andres
	Université d'Aconcagua
	Université CEMA
2	Pontificia Universidad Católica Argentina Santa María de los Buenos Aires
	Université Abierta Interamericana
	Université argentine John F. Kennedy
	Université argentine de l'entreprise
	Université Blas Pascal
	Université catholique de Cuyo
	Université catholique de Cordoue
	Université catholique de La Plata
	Université catholique de Salta
	Université catholique de Santa Fe
	Université catholique de Santiago del Estero
	Université de commerce du 21e siècle
	Université Juan Agustin Maza
	Université de Maimonides
	Université Belgrano
	Université des affaires et des sciences sociales
	Université de Flores
	Université de Mendoza
	Université de Morón
	Université de Cuenca del Plata
	Université de la bourse St. Thomas d'Aquin
	Centre éducatif de l'Université d'Amérique latine

3	Université du Nord Saint-Thomas d'Aquin
	Université du Salvador
	Institut universitaire École argentine de commerce
	Institut universitaire de l'École d'économie et de gestion des affaires
	Institut universitaire de médecine hospitalière italienne
	Institut universitaire italien de Rosario
	Institut universitaire de River Plate
	Institut universitaire des sciences biomédicales de Cordoue
	Institut universitaire des sciences de la santé de la Fondation Barceló
	Institut universitaire du Grand Rosaire
	Université Atlantida Argentine
	Université CAECE
	Université catholique des Missions
	Université Champagnat
	Université Gaston Dachary
	Université ISALUD
	Université métropolitaine pour l'éducation et le travail
	Université Salesiana Argentine
	Université de Concepción del Uruguay
	Université du Congrès
Université de San Isidro "Dr. Placido Marin"	
Université de São Paulo - T	
Université de la marine marchande	
Université du film	
Université du Musée social argentin	

Source : Élaboration personnelle.

GLOSSAIRE

CABA : Ville de Buenos Aires

CONEAU : Commission nationale d'agrément des universités et d'évaluation
(*Comisión Nacional de Evaluación y Acreditación Universitaria*)

CONICET : Conseil national de la recherche scientifique et technique
(*Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas*)

ES : Enseignement Supérieur

IESP : Institutions d'enseignement supérieur privé

IES : Institutions d'enseignement supérieur (publics et privées)

LES :

- Loi (n°24.521) sur l'Enseignement Supérieur (*Ley de Educación Superior*).
Voir [en ligne] : <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/25000-29999/25394/texact.htm#1>
- Loi (n°6303/55) sur les universités privées (*Las Universidades nacionales se organizan y desenvuelven dentro del régimen jurídico de autarquía*)
Voir [en ligne] : <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/verNorma.do?id=189377>
- Loi (n°20.654) Résumé. Régime des universités nationales. Buts, objectifs, fonctions, structure juridique-administrative et pouvoirs (*Régimen de las universidades nacionales. Fines, objetivos, funciones, estructura jurídico-administrativa y atribuciones*).
Voir [en ligne] : <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/verNorma.do?id=195302>
- Loi (n°21.276). sur les lignes directrices pour les universités *nacionales* (*Normas para las universidades nacionales*).
Voir [en ligne] : <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/verNorma.do?id=232849>
- Loi (n° 17.604). Loi sur les universités privées. Résumé. Régime juridique des universités privées. Création et fonctionnement (*Ley de universidades privadas. Resumen. Régimen legal de las universidades privadas. Creación y funcionamiento*).
Véase [en línea] <http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/verNorma.do?id=23743>

Glossaire des universités

ITBA : *Instituto Tecnológico de Buenos Aires*

UP : *Universidad de Palermo*

UAI : *Universidad Abierta Interamericana*

USAL : *Universidad del Salvador*

ESEADE : *Escuela Superior de Economía y Administración de Empresas*

FUC : *Universidad del Cine*

Qu'est-ce que le groupe AFD ?

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la développement durable.
Pour un monde en commun.

Directeur de publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio

Dépôt légal 3^e trimestre 2020

ISSN 2492 - 2846 © AFD

Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils

Conception et réalisation AFD

Imprimé par le service reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications
de la collection Papiers de recherche :
[https://www.afd.fr/fr/collection/papiers-
de-recherche](https://www.afd.fr/fr/collection/papiers-de-recherche)